

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 6
DIMANCHE 7
MARS
1976

SEIZE PAGES

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LE LANGUEDOC QUADRILLÉ PAR LA POLICE

CONTRE LA POLITIQUE DU MEURTRE UNITE OUVRIERS PAYSANS

Les ennemis du peuple viticole du Languedoc ont baissé leur masque avec la fusillade de Montredon. De Fourcade qui vomit ceux qu'il appelle «les émeutiers» à Poniowski qui cite à la télévision les CRS blessés et leur mort en ignorant le viticulteur Emile Pouytes, tué d'une balle au front : «Il y aurait, disait-il jeudi, un manifestant tué». Ennemi aussi, en fait, dans la prétendue gauche dont les représentants se lavent prudemment les mains.

Le gouvernement veut justifier son crime en expliquant que les CRS ont tiré pour se défendre. C'est une comptabilité méprisante qui ignore insolentement les années de violence, de mensonge, de fraudes et de promesses non tenues pour les petits viticulteurs. Ce sont ceux qui ruinent les vigneron et qui leur tirent dessus, comme en d'autres temps Clémenceau, qui sont les seuls responsables. Leur politique, c'est l'écrasement des travailleurs de la terre, comme l'écrasement des ouvriers.

Emile Pouytes est mort après Michel Boyé. Paysans tous deux, manifestant contre la même politique. Leur mort rejoint les assassinats en 1968 des ouvriers Baylot et Blanchet, à Peugeot et de Gilles Tautin, à Flins. Ce sont aussi les mêmes automitrailleuses, les mêmes hélicoptères Puma, en août dernier à Aléria, qui au



aujourd'hui occupent le midi viticole. Symboles d'une politique suivie. C'est que cette classe finie, la bourgeoisie, choisit en pleine connaissance de cause la politique de l'assassinat pour essayer de briser la colère et la lutte populaires. L'affrontement direct et systématique avec les forces de l'ordre bourgeois est là pour le prouver. On savait bien qu'en installant au ministère de la police, Poniowski était capable de cette politique de classe, bestiale autant qu'impuissante.

Car la bourgeoisie n'a rien à opposer au combat fondamentalement juste

des petits paysans. Elle enrage de les voir se dégager de la tutelle des gros exploitants qui habituellement manœuvrent le combat pour le dévoyer. Elle se sait démasquée dans son soutien aux fraudeurs du vin. Le coup de la faute à Bruxelles ne marche pas. A Montredon comme à Epinal, il n'était pas question pour les manifestants de soutenir Bonnet, le ministre de l'agriculture.

La terreur des exploitants qui explique leur politique insensée, c'est l'unité qui peut se construire entre les ouvriers et les petits paysans. L'alliance

entre eux commence à s'édifier, prouvée par les récentes opérations ville-morte dans le midi, ou dans d'autres régions de France, comme à Fougères, ou en Corse.

La lutte peut dès aujourd'hui s'amplifier pour faire reculer la bourgeoisie. Il s'agit de mettre un terme à son escalade odieuse. Il s'agit de préparer dès aujourd'hui l'alliance indispensable des petits paysans et des ouvriers pour la lutte révolutionnaire, pour le socialisme.

Paul LEFORT

PAPINSKI S'EXPLIQUE

Voir page 13

SOMMAIRE

- Ce que mangent les Français : le beurre -p. 2-
- Elections cantonales : abstention -p. 4-
- Griffet : un an de lutte -p. 5-
- A la SNCF grèves de division -p. 6-
- L'actualité en photos -p. 8-
- Espagne : riposte de masse après les assassinats -p. 9-
- Interview de J.L. Comolli sur la Cecilia -p. 10-
- 8 mars : journée internationale des femmes -p. 12-

CANCER UNE CAMPAGNE MALHONNETE

Voir page 3

PALESTINE

SAMIR ACHOUN,

RESPONSABLE
DU FDPLP, PARLE

Voir page 16

Voir reportage de nos envoyés spéciaux,
Eric Bréhat et Robert Rivière, pages 6 et 7

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

(5)

LA CUISINE

AU BEURRE ... OU A L'HUILE ?

Les corps gras sont importants dans la cuisine. Dans la consommation totale des corps gras en France, il y a d'abord les huiles de table 38%, le beurre, 30%, les graisses alimentaires, 20%, et la margarine, 12%. Les ménagères hésitent parfois entre ces différents produits : il y a le prix élevé, mais aussi les inconvénients et les dangers que peuvent représenter pour la santé certains produits ; on a parlé du danger de certaines huiles ou de la margarine, mais aussi de l'excès de beurre pour les artères... Essayons de faire le point.

La margarine, le beurre du pauvre

La margarine a été inventée sous Napoléon III pour fournir un aliment de remplacement du beurre, moins cher et se conservant mieux. Malgré la publicité, elle reste moins utilisée en France que le beurre ; mais sa consommation augmente lentement : 152.300 tonnes en 1968, 168.000 tonnes en 1974. Ce qui représente 3,2 kilos par personne, en comptant la consommation industrielle, et 1,56 kilos par personne en un an si on ne compte que la consommation domestique.

Mais ces chiffres masquent une réalité, que la margarine est surtout utilisée par les familles populaires qui font des économies sur le beurre.

Les margarines ont une composition très variable, non seulement d'une marque à l'autre, mais, dans une même marque, d'une saison à l'autre : on y trouve surtout

les huiles les plus abondantes, et donc les moins chères en circulation sur le marché. On y retrouve surtout, mélangées dans des proportions variables, des huiles végétales (généralement transformées) et des huiles de baleine ou de poisson.

D'après la définition, une margarine comprend au moins 82% de matières grasses émulsifiées, de l'eau, du sel, et divers additifs : diacétyl et émulsifiants et amidon. Les colorants sont interdits.

De nombreuses margarines se vantent d'être végétales : c'est à dire de posséder les qualités diététiques des huiles végétales insaturées. En fait, ces huiles d'origine végétale ont été saturées artificiellement pour avoir une consistance solide et pour mieux se conserver :

Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

Beurre et beurre

Pour 100 grammes, le beurre ne doit renfermer que 18g. au maximum d'eau. (décret du 25 mars 1924).

La richesse en vitamines varie selon les saisons : les «beurres d'été» sont vingt fois plus riches en vitamines A et quinze fois en vitamines D que les «beurres d'hiver».

La couleur du beurre n'a rien à voir avec ses qualités nutritives. Le beurre est le plus souvent naturellement blanc. La couleur jaune, si elle n'est plus obtenue par le trop fameux «Jaune de beurre» qui a provoqué des cancers, est maintenant obtenue par des colorants naturels : mais ça ne lui donne aucune qualité particulière.

Le beurre frais, en principe, n'a pas eu à être congelé. Mais la date marquée sur l'emballage, qui est la date de conditionnement, n'est pas forcément celle de la fabrication. Le beurre peut supporter sans trop de problème d'être congelé pendant 8 mois. Après, il commence à se dégrader.

Le beurre d'intervention est un beurre ainsi congelé : prélevé sur la produc-

tion d'été, qui est plus abondante, il est revendu pendant l'hiver pour stabiliser le marché. L'ennui, c'est qu'on ne peut jamais savoir combien de temps il a été conservé.

Il est de plus en plus difficile de trouver dans les boutiques, ce beurre à bon marché : c'est qu'il est mélangé à des beurres frais, à raison de 30% de beurre frais : c'est une hausse de prix camouflée.

Les insecticides : on en a retrouvé dans le beurre ; il s'agit d'organo-chlorés qui sont utilisés pour la désinfection des étables. Depuis le décret d'interdiction, ils ont baissé sans disparaître. Ces insecticides se fixent sur les cellules nerveuses et celles de diverses glandes, pouvant occasionner des troubles graves, à partir de doses relativement élevées.

Le beurre est facilement digeste, mais il contient peu d'acides gras insaturés : il est donc peu utilisé par l'organisme et s'accumule dans les parois des artères, provoquant l'athérome, et peut ainsi favoriser l'infarctus du myocarde.

Enfin, il ne faut jamais cuire le beurre : il perd ses vitamines et se décompose à 120°.

Des huiles à ne pas mettre sur le feu

Certaines huiles, lorsqu'elles sont chauffées, dégagent de mauvaises odeurs. C'est surtout un acide gras, l'acide linoléique, qui est responsable de ces odeurs et qui empêche d'utiliser certaines huiles pour la cuisson.

En conséquence de quoi, on distingue les «huiles supérieures», qui contiennent moins de 5% d'acide linoléique, et les «huiles de table», qui en contiennent plus de 5%.

Il ne faut donc jamais utiliser une huile de table pour la friture, au maximum peut-on utiliser certaines pour les grillades. Une huile de table chauffée risque de devenir cancérigène.

Quant aux huiles supérieures, la plupart, mais pas toutes, peuvent être utilisées pour la friture. Seule l'huile d'arachide peut être utilisée pour les frites et beignets, qui nécessitent des températures de 180° et plus. Les huiles de tournesol et de maïs peuvent

servir pour les grillades (170° et 160°).

Mais les autres huiles (soja, noix, colza...) ne doivent être utilisées que pour les crudités.

Quant à l'huile de colza, elle donne de sérieuses inquiétudes : à froid, il semble qu'elle provoque des troubles métaboliques. Chauffée, elle est soupçonnée d'être cancérigène.

Pendant, son emploi n'est pas disparu. En 1971, alors que l'alerte était déjà sonnée, des tonnes d'huile de colza étaient achetées pour les restaurants universitaires parisiens. Encore maintenant, dans les hospices de vieillards, des huiles de tables sont utilisées pour la friture. La raison en est simple : le prix moins élevé, et le contrôle plus difficile par les consommateurs dans les collectivités que par l'acheteur individuel. Ouvriers qui mangez dans une cantine d'entreprise, vérifiez la qualité de ce qu'on vous sert. Tous, dans les magasins, regardons de près les étiquettes.



A NOTRE COURRIER

DE MONTCEAU-LES-MINES

Une matinée avec un boulanger qui cuit son pain au bois

Quand j'arrive, il est sept heures, le boulanger enfourne sa deuxième tournée. C'est avec une pelle usée qu'il enfourne son pain dans le four en briques réfractaires qui date de 1914. Dans un large périmètre, il est le seul à cuire au bois, un des derniers... Quand il prendra sa retraite, bientôt, le four s'arrêtera aussi. Plus tard, pendant la cuisson, nous discutons du changement de la qualité du pain : «la farine n'est plus la même, elle se travaille au rendement, on moissonne souvent à la maturité incomplète, c'est le premier changement» explique-t-il.

Pendant ce temps, dans le pétrin, la pâte de la troisième tournée lève. «Il faut 3 h et demi-4 h pour la fermentation. «pour avoir du bon pain, il faut la laisser ni trop peu, ni trop longtemps, ne pas chercher à gagner du temps» -votre pain est moins blanc, d'autre part il sèche moins vite, pourquoi ? «ce sont

Dans la série «y a un truc» : Comment reconnaître le pain congelé et réchauffé au dernier moment ?

Un ouvrier boulanger explique : «il faut regarder la croûte : si elle est fendillée, en petits éclats, c'est qu'il s'agit d'un pain qui a été congelé. On fait de même pour les brioches, les croissants... Si le pain part en miettes toutes petites, si la mie ne

tous ces produits qu'ils rajoutent à mons avis».

9 h moins le quart : près de 4 h après, la pâte est prête à être façonnée ; ce sont des couronnes et des pains de 500 g qu'il va fabriquer à la main après avoir pesé le poids de pâte convenable : 61 pièces en près d'une heure et demie ; je me suis souvenu de la vieille expression populaire «avoir du pain sur la planche». Heureusement le progrès a amélioré les conditions de travail du boulanger, maintenant, il y a les diviseuses, les façonneuses...

Maintenant le pain repose sur les toiles. Il lèvera encore pendant que le four chauffe. «S'il reste du pain, qu'en fait-on» «moi, je le vends comme rassis à la moitié prix...maintenant, il y a les congélateurs, mais ce pain il faut faire vite pour le manger !». Vers midi moins le quart, tout le pain est cuit.

tient pas, c'est que le pain a été travaillé trop rapidement.»

NDLR : Peut-on se contenter d'opposer boulangerie artisanale et industrielle ? Faire un pain de qualité dans les conditions actuelles n'est-ce donc pas possible ? Le débat est ouvert : ouvriers des grandes boulangeries industrielles, nous attendons vos témoignages.

LES CORPS GRAS

Pour comprendre les avantages et les inconvénients des différents corps gras, il est nécessaire de connaître leur composition chimique et leurs propriétés.

Chacun de ces corps gras est composé d'un mélange d'«huiles» : la formule chimique de ces huiles comprend 3 molécules d'acides gras. Les acides gras ont une composition variable d'une huile à l'autre, et c'est cela qui explique les différences de propriété entre les différentes huiles.

On distingue les acides gras selon la longueur de leur chaîne et selon leur degré de saturation : c'est à dire de l'hydrogène ou de l'oxygène peuvent encore se fixer dessus.

Les acides gras saturés sont plus consistants que les insaturés : on les rencontre en grande quantité dans le beurre et la margarine. Les huiles qui les composent sont plus stables : elles s'oxydent moins facilement à la cuisson : de même, elle se conservent mieux, elle rancissent moins facilement. Elles ne sont pas utilisées par l'organisme. Elles s'accumulent alors, dans la paroi des artères par exemple. Ce sont elle aussi qui peuvent donner du cholestérol.

Les huiles insaturées sont plus facilement oxydables, à la cuisson par exemple : c'est alors que certaines d'entre elles peuvent donner des produits cancérigènes.

Par contre, non oxydées, elles sont utilisées par l'organisme pour donner de l'énergie, et ne sont pas stockées comme les huiles saturées.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Semaine sur le cancer

UNE CAMPAGNE HYPOCRITE

Ça s'appelle choisir son camp

Quand ils ne sont pas en rapport direct avec les ouvriers, qu'ils ne sont pas obligés de se donner l'air de les défendre et de les représenter, les révisionnistes montrent sans complexe leur vrai visage : celui de nouveaux bourgeois, d'apprentis-patrons.

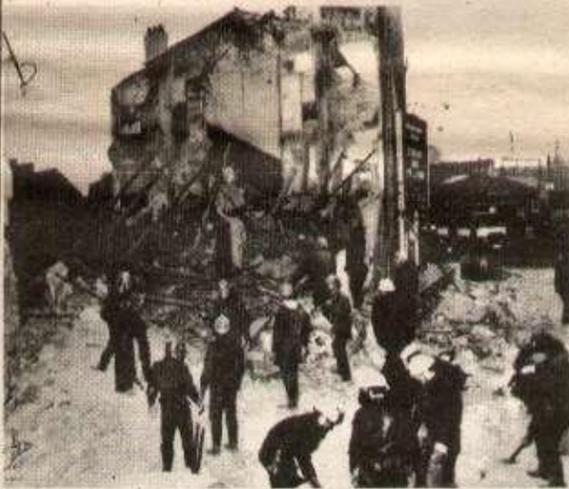
Cela se voit très nettement dans les Universités où, par l'intermédiaire du SNESup, qu'ils contrôlent entièrement, ils mènent une politique très révélatrice. Par exemple, à Paris IX (Dauphine), Gauvin, révisionniste et membre du Bureau National du SNESup, mais aussi directeur d'UER. Les enseignants, et leurs organisations syndicales refusent de rendre les notes des étudiants à l'administration en cours d'année, estimant qu'il s'agit d'un moyen intolérable de les faire contrôler par celle-ci. De plus, les enseignants vacataires sont en grève administrative pour obtenir leur titularisation et refusent aussi de remettre leurs notes à l'administration.

Eh bien, Gauvin leur apporte son «soutien» à sa façon : il transmet la liste des enseignants «coupables» au président de l'Université pour que celui-ci puisse entamer une procédure disciplinaire. Ça n'a pas tardé : les lettres recommandées commencent à arriver. Sommé par une délégation de se justifier, Gauvin a refusé de revenir sur sa position. Il se propose même maintenant de retenir un jour de salaire par jour de retard dans la remise des notes !

Voilà la conception du droit de grève selon le PCF ! Ce qu'aucun directeur d'UER réactionnaire n'avait osé faire, il le fait. Cela nous renseigne largement sur ce qu'il entend par «démocratie avancée». Ce qu'il fait à visage découvert dans ce cas, c'est ce qu'il fait quotidiennement et sournoisement dans les usines. Sa seule ambition : montrer qu'il est un patron plus efficace que les patrons actuels.

Correspondant Dauphine

Marseille : 4 morts à la suite d'une explosion



Une explosion consécutive à une fuite de gaz a détruit deux immeubles à Marseille. Les sauveteurs ont découvert dans les décombres quatre morts et cinq blessés ; on recherche toujours deux disparus.

TOUS A LYON LE 7 MARS

Depuis 15 jours, des premiers regroupements d'élèves s'effectuent dans toute la France, pour préparer la riposte aux décrets d'application de la réforme Haby, à la répression ouverte ou déguisée qui s'abat sur ceux qui refusent l'école capitaliste. Les premières luttes ont déjà eu lieu, comme à Amiens où les lycéens ont occupé leur établissement.

Pour échanger nos expériences, affirmer dans le mouvement naissant un point de vue révolutionnaire conséquent, décider de la façon dont nous pouvons intensifier l'action, nous devons être nombreux à la première Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires qui se tient le 7 mars.

Les bases de la Coordination :

- 1) Abrogation de la réforme Haby !
- 2) Conquête définitive des droits d'expression, de réunion et d'organisation dans les écoles
- 3) Solidarité avec les autres couches de la jeunesse victimes de la répression.
- 4) Soutien aux luttes ouvrières et populaires.
- 5) Non à la manipulation du mouvement par des forces liées de près ou de loin à l'Union de la gauche !

Un départ en car a lieu de Paris : pour tout renseignement, téléphoner au QdP.

au Centre Ocuménique culturel

36, rue Courteline à Villeurbanne

Prendre le bus 7 ou le 26 à Perrache jusqu'aux Brotteaux ; prendre de là le 27 et descendre place Croix Luizet.

La coordination aura lieu à 10 H

Dimanche se terminera la semaine sur le cancer 1976. Dans tous les bureaux de postes s'étaït cette semaine la mine fausement catastrophée d'Alain Delon qui nous incitait à acheter un disque de 28 F pour la recherche sur le cancer. «Faites avancer la recherche sur le cancer. Achetez le cadeau de la vie 1976».

La vente d'un disque, voilà la nouvelle manière de faire appel à la charité publique pour soutenir la recherche médicale !

QUI FAIT CET APPEL A LA CHARITÉ DE TOUS LES FRANÇAIS ?

La Ligue Nationale Française contre le cancer. Cette association reconnue d'utilité publique a des liens directs avec le gouvernement. Son rôle essentiel est d'organiser la quête annuelle et de verser à l'Etat 90 % des sommes récoltées.

COMMENT CET APPEL A LA CHARITÉ DE TOUS LES FRANÇAIS EST-IL JUSTIFIÉ

Les arguments donnés par la ligue sont nombreux. Celui qu'elle met en avant est la possibilité, par l'apport d'argent des quêtes, d'obtenir plus d'équipement et plus de chercheurs ; donc de vaincre plus rapidement le cancer.

COMMENT LA LIGUE A-T-ELLE ENCAISSÉ 19 380 000 F EN 1975 ?

Tout tient dans la façon dont la ligue présente le



Ceux qui organisent la charité : des collecteurs d'impôts

cancer. La semaine du cancer donné lieu à une vaste publicité dans la presse, à la radio, mais surtout à la télévision. Le cancer est présenté comme un fléau implacable qui touche sans discernement tous les Français. La télé se lance dans une campagne de prévention alarmante, pendant de longues minutes on voit une femme se tâter le sein à la recherche d'une éventuelle tumeur. On vous pousse à aller chez le médecin si vous remarquez quelque chose d'anormal ; nul doute qu'après une telle émission bon nombre de femmes se sont demandées si, elles aussi, n'allaient pas avoir un cancer.

C'est facile, au moment où l'auditoire est psychologiquement préparé de dire : pour vaincre le cancer il faut aider la recherche médicale, il faut donner à la quête.

La préparation psychologique des gens ne s'arrêtent

pas là, on spéculé sur la souffrance des gens, sur leurs sentiments pour les culpabiliser : «Versez largement pour la lutte contre le cancer qui demain peut vous frapper ou l'un de vos proches. Ce fléau tue en France 150 000 personnes par an». Le conséquence logique c'est : si des gens meurent du cancer c'est parce que vous ne faites rien, vous ne donnez pas à la quête, alors que c'est si facile... Le spectateur se sent alors personnellement responsable du cancer. Après une préparation pareille de la population, on clôture la semaine par la quête, qui ne peut plus être qu'un succès pour la ligue. Comment ne pas donner ?

POURQUOI REFUSER DE DONNER

Ces quêtes sont un scandale ! Tous les moyens sont bons pour prélever l'argent des travailleurs. Après la campagne pour les vieux, c'est celle pour les paraly-

tiques, puis les aveugles. Pour le gouvernement, ces quêtes sont des moyens faciles pour faire rentrer de l'argent sans provoquer de colère.

Ce sont des impôts camouflés ! Nous devons les dénoncer, nous devons refuser de donner. Ce n'est pas en donnant toujours plus d'argent au gouvernement que le cancer sera vaincu. C'est vrai qu'il faut se battre pour que le gouvernement augmente les crédits pour la recherche sur le cancer, pour que les travailleurs contrôlent ces crédits et leur utilisation, mais n'oublions pas que 80 % des cancers sont provoqués par l'environnement, et trouvent leur origine dans la pollution, les conditions de travail et de vie. C'est là que la lutte doit se mener, car pour le gouvernement, il n'est pas question de remettre en cause sa politique de rentabilité et de profit.

Denise SEGALAT

RUGBY À XV : GALLES-FRANCE FINALE DU TOURNOI 76

Ce samedi à 15 H à l'Arms Park de Cardiff, dans ce temple du rugby, se jouera le match de l'année. Les Gallois premiers du tournoi avec 3 victoires (3 matches) rencontrent les Français, deuxième avec 2 victoires (2 matches). Ce match devrait être une grande fête du rugby, car de tout temps, le Pays de Galles a tenu une place privilégiée dans le rugby international. Dans ses batailles homériques avec les Anglais, les Ecosseis, les Irlandais, le Pays de Galles est fier de rappeler que son rugby, s'il fut baptisé péjorativement le rugby des mineurs, qu'à l'inverse de ses concurrents universitaires bourgeois et aristocratiques, il était le sport du peuple. Le capitaine du XV gallois Mervyn Davies l'illustre très bien lorsqu'il dit : «Le Pays de Galles est une petite contrée. Son importance économique décroît avec la nouvelle révolution industrielle qui s'ébauche. On ferme nos mines de charbon. Bientôt, ce sera peut-être nos aciéries. Le rugby demeure une activité par laquelle nous pouvons nous distinguer et faire admettre l'existence de notre ethnies».

La force des Gallois dans cette rencontre, ce sera leur formidable esprit d'équipe, ce sens du jeu collectif qui permet à deux grands joueurs comme le demi de mêlée Edwards et l'arrière JPR Williams d'exprimer leur immense talent.

Alain DESAVE

Expo-jeunes EXPO DU VIEUX MONDE

80 000 jeunes sont attendus à Expojeunes, d'après ses organisateurs. Expojeunes, c'est cette exposition qui se tient à Paris dans l'ancienne gare de la Bastille du 3 au 10 mars. Expojeunes se présente ainsi :

«4 785 000 jeunes gens et jeunes filles ont été à la recherche d'une orientation en 1975. Face à ces adolescents anxieux de leur avenir, Expojeunes offre l'information nécessaire sur l'enseignement, l'orientation et la formation professionnelle, l'emploi, les loisirs culturels et les vacances».

Si on peut faire un compliment à Expojeunes, c'est d'être représentatif de l'avenir que propose la bourgeoisie aux jeunes des lycées.

Dans une ambiance des plus mornes, de petits grou-

pes de jeunes déambulent de stands en stands tous aussi rébarbatifs. C'est une foire commerciale sans le boniment des vendeurs ; imaginez plusieurs dizaines de bureaux d'embauche et de stands d'orientation alignés et vous aurez une idée d'expojeunes. Ecoles privées ou d'Etat, d'ingénieurs, universités, cours de langue, de secrétariat, etc... proposent leurs prospectus sans plus d'explications, surtout en ce qui concerne l'emploi. La réponse quand on pose la question des débouchés est en général évasive. Au stand de la gendarmerie et de l'armée par contre, les perspectives d'emploi sont immédiates. Chômeur diplômé, cadre parasite ou garde chiourme, flic ou militaire c'est ce à quoi se résument les orientations offertes. Un peu plus accrocheurs sont les stands

politiques : PS, UDR, PCF, RI tentent de rassembler les quelques jeunes qui passent, sans succès... même le fringant militant du MJS a bien du mal à réunir une vingtaine de jeunes pour assister à un film sur la campagne présidentielle de François Mitterrand, film tellement ridicule qu'il n'y a que Mitterrand entre deux meetings caresser une chèvre que les jeunes du PS esquissent un rire gêné.

De stand du PC au stand de l'UDR, du stand de l'INSA au stand des cours de secrétariat, on arrive au stand de «Terminal», «Le journal des lycéens» qui se donne des airs discrets de contestation pour mieux attirer sa clientèle, mais qui pour autant ne crache pas dans la soupe, en prenant une part importante dans l'Organisation d'Expojeunes. La recette

commence certainement à être éculée, car les jeunes passent sans s'arrêter. Le seul endroit où il y ait 50 jeunes groupés c'est devant le stand de Radio France : un groupe enfermé dans une cage de verre tente désespérément de briser la glace en tirant de ses instruments une musique «planante» qui tombe à plat.

Il ne reste plus qu'à prendre la sortie avec quelques prospectus en main et le regret d'avoir dépensé 5 francs, car on paye pour se faire abrutir ! à moins d'être chômeur, car dans ce cas, l'entrée est gratuite.

«Expojeunes, les Jeunes et leur avenir» annonce l'affiche, un avenir qui ressemble étrangement au passé, l'avenir d'un monde vieux que les jeunes refusent.

POLITIQUE

En bref

La répression dans l'armée continue...

Huit appelés du 25^e régiment d'artillerie de Thionville (Moselle) qui étaient en manœuvre au camp de Canjuers (Var) depuis le 20 février ont été renvoyés en Moselle.

Ils font l'objet de sanctions disciplinaires pour avoir participé à la rédaction d'un journal clandestin « Canons rompus » et l'avoir distribué en manœuvre. Les appelés ont été placés dans des locaux disciplinaires et seront mutés dans différentes unités.

Des directeurs de super-marchés inculpés

Trois directeurs de grandes surfaces de la région bordelaise ont été condamnés à 4 mois de prison avec sursis et à des amendes.

Ils étaient poursuivis par une association de consommateurs devant le tribunal correctionnel pour avoir mis en vente des filets d'anchois et de harengs avariés, des foies de veau et de génisses sans indiquer la date limite de conservation.

Les locataires paient les fausses factures !

A Strasbourg, l'office d'HLM faisait faire des travaux fictifs et les faisait payer aux locataires.

Ces factures s'élevaient à 2 ou 3 millions de francs au profit d'une dizaine d'entreprises alsaciennes. Ce trafic dure depuis 1963 date à laquelle les locataires ne sont plus représentés au conseil d'administration de l'office d'HLM où ne siègent aujourd'hui que des élus UDR et réformateurs.

Les élus ont tenté d'étouffer ce scandale de fausses factures, en faisant signer aux entreprises concernées des engagements de redressement de factures.

La Confédération Nationale des Locataires a décidé de se porter partie civile.

Leroy sans auditoire à Montceau-les-Mines



Roland Leroy parle depuis la voiture !

Après l'abandon de la dictature du prolétariat, avec la perspective des cantonales, il fallait bien s'attendre à ce que les huiles du PCF descendent dans le bassin minier pour prendre la température et maintenir l'illusion d'un PCF parti ouvrier. C'est pourquoi le 29 février, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de L'Humanité, accompagné de ces messieurs de la municipalité membres du PCF a parlé aux Gauthereys, quartier mineur de St-Vallier.

La chaleur de l'accueil a été bien faible malgré le tapage inhabituel dans notre petite cité : banderolle au-dessus de la route « bienvenue à Roland Leroy » podium, sono, défilé de minorettes... Le grand jeu quoi !

L'illusion ne semble pas avoir marché si on en juge par le peu de monde présent.

correspondant Montceau-les-Mines.

CANTONALES: le peuple n'a pas la parole

Les cantonales. Un sujet qui retient l'attention de la presse et des ondes. La télévision montre aussi ces temps-ci des conseillers généraux qui, tels des héros désintéressés, battent la campagne, à l'écoute des besoins de leurs électeurs. Voilà aussi un sondage sur 1 000 personnes, fabriqué à la hâte pour montrer que 46 % des interrogés s'intéressent aux cantonales, 23 % un peu et 26 % pas du tout. Le show télévisé Mitterrand-Fourcade allait aussi dans le même sens. Il faut bien mettre du piment quand la soupe est fade. Les petits politicards qui vont s'affronter sur les listes électorales voudraient bien en effet déchirer cette chape d'indifférence générale qui entoure leurs joutes stériles. A la dernière élection, il y a eu, rappelons-le, 46 % d'abstentions. C'est dire la passion qu'elle a soulevé.

Plus facilement encore que pour les autres élections, les cantonales trahissent en effet leur inutilité complète, du point de vue du peuple. Leur enjeu apparaît, pour les simples gens, sans objet. Et c'est une idée parfaitement juste. Alors que les illusions sur les législatives et les présidentielles commencent à être battues en brèche, on ne va pas se passionner pour l'élection de gens qui décident de la construction de quelques routes et bâtiments dans le département. Les conseillers généraux n'ont que très peu de pouvoir. Ils fonctionnent sous l'autorité du préfet qui peut toujours, si bon lui chante, tenir pour nul l'avis du conseil général.

Pour la bourgeoisie, en fait, ces élections cantonales constituent un des moyens de s'attacher les couches moyennes et petites bourgeoises à qui, à ce niveau, elles distribuent des miettes de pouvoir à grignoter. Avec l'espoir de grimper plus haut, au parlement, pour chacun des politiciens qui s'y lancent. Le peuple que l'on

appelle à voter sert tout simplement de figurant, d'arbitre à ces équilibres qui se construisent, de toutes façons, contre lui.

LA FÉBRILITÉ DES CHERCHEURS DE SIÈGES

La fébrilité qui pourtant gagne les états-majors des



Cantonales : un vote pour les patrons.

partis chercheurs de sièges est à la mesure du décalage, de la coupure complète de ces gens-là d'avec les masses réelles, leurs aspirations et besoins.

Les politiciens, eux, ont en ces élections quelque chose à défendre. D'abord leur place au soleil, leur

participation au pouvoir, leurs combines et leurs prébendes... L'élection cantonale les ravit, les passionne ; ils s'y font, comme l'on dit significativement, des « clientèles ». Ils cherchent l'unisson avec la France des notables. L'âpreté de leur lutte est à l'inverse de l'indifférence populaire. Elle est un test pour les futures élections municipales, l'an prochain, puis législatives en 1978. Comme le notait un journaliste bourgeois, la France, vu par ce petit bout, entre « en période de fièvre politique ». Du pain sur la planche en perspective pour tous les prometteurs de monts et merveilles, les trompeurs du peuple.

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons à se détourner des urnes dérisoires des cantonales. Elles donnent du suffrage

universel, outil aux mains des exploités dans la démocratie bourgeoise, son caractère de duperie le plus achevé. Les deux dimanches qui viennent, rien ne se joue. Sinon les équilibres précaires des coalitions bourgeoises. Le peuple n'a pas la parole. P.L.

UN EXEMPLE DE CONSEIL GÉNÉRAL : LES CÔTES DU NORD

Ce conseil est composé en grande partie de notables de la campagne : agriculteurs riches, propriétaires fonciers issus de la noblesse, notaires et médecins, tirant prestige de leur profession. Beaucoup se réfugient dans ce genre d'élections derrière les étiquettes courageuses et tranchantes de « modéré, non apparenté ».

Sur 84 candidats, cette année dans les Côtes du Nord, on compte : 22 enseignants, 12 gros agriculteurs, 5 pharmaciens, 2 médecins, 2 avocats, 1 notaire, 1 vétérinaire, 9 commerçants et artisans, 7 employés, 2 ouvriers (qui ont d'ailleurs fort peu de chances d'être élus), 3 chefs d'entreprise, 3 cadres, des membres d'organismes agricoles, 1 journaliste de l'Humanité, 1 chercheur, 1 ancien commissaire de police, 1 ambassadeur.

Il faut remarquer que les candidats du PCF, qui se dit « parti de la classe ouvrière », reflètent étroitement la composition sociale de tous les candidats aux élections cantonales. On trouve sur ces 24 candidats :

9 enseignants, 1 directeur de CEG, 1 surveillant général, 3 cultivateurs, 2 petits patrons, 1 vétérinaire, 1 commerçant, 1 journaliste de l'Humanité, 2 employés et 3 qui sont qualifiés d'ouvriers, (dont un notamment qui est en fait associé à son père comme patron d'une entreprise de bâtiment).

Chirac au Tchad "coopération" militaire

Le gouvernement français pourra utiliser les bases aériennes du Tchad pour son aviation militaire ; par ailleurs, la France poursuivra son « assistance militaire » au régime tchadien. Quelques mois après la fermeture des bases de N'djamena et Sarh, on peut ainsi juger, sur le plan militaire, que la « présence française » est encore loin d'être liquidée dans ce pays où elle est au cœur des contradictions de classes.

« Relations privilégiées entre la France et le Tchad », tel a été l'objectif indiqué à son voyage par Chirac, à son arrivée à N'djamena. Rude tâche, et bien mauvais exemple. On se souvient en effet que l'affaire Claustre, qui avait fait couler tant d'encre ici, n'est toujours pas réglée, le membre de la « mission de la réforme administrative » et sa femme étant toujours aux mains de Hissène Habré. Personne d'autre que le gouvernement français, qui a confié au Tchad de bien étranges tâches à ses « coopérateurs », qui a placé le gouvernement tchadien dans une situation impossible en traitant directement avec Habré, sans non plus tenir les engagements qu'il avait pris de ce côté-là, ne peut être tenu pour responsable de cet état de choses.

VA-ET-VIENT POLITIQUES

On se souvient que, quelle que soit par ailleurs la bonne volonté à l'égard de Paris du régime issu du coup d'Etat militaire du 13 avril 1974, celui-ci n'avait pas pu faire moins que de prendre des mesures de rétorsion, notamment en fermant les deux bases françaises : aucun régime du Tiers Monde ne pouvant aujourd'hui accepter

une ingérence aussi grossière. Cependant, dès ce moment, le général Malloum faisait savoir qu'il n'entendait pas remettre en cause la « coopération » avec Paris.

Depuis le gouvernement français a multiplié les initiatives, faisant particulièrement donner le chef d'Etat du Gabon, Bongo, qui se distingue depuis quelque temps comme représentant placier des intérêts français en Afrique. Aujourd'hui, le cap difficile semble être franchi, et les activités agressives de Paris vont retrouver au Tchad une base importante en direction de l'Afrique.

UN PAYS DISPUTÉ

Notre impérialisme y tenait d'autant plus que le pays n'a pas seulement une valeur stratégique : il sent aussi le pétrole, et les Etats-Unis, qui ont le nez creux, l'y ont déjà

fourré de très près. On se demandait même si le renversement de Tombalbaye n'était pas pour une part lié à la facilité avec laquelle il avait accordé des concessions à certaines compagnies américaines. Depuis, les choses se sont encore précisées de ce côté : l'US AID, éliminée par le peuple du Laos, n'a-t-elle pas trouvé refuge dans ce coin d'Afrique ?

Quels que soient les « progrès » réalisés dans ce voyage, rien ne sera réglé : une instabilité fondamentale, due au mécontentement des masses, continue à caractériser le Tchad, où le FROLINAT (Front de Libération) poursuit son action.

VOIR LA BROCHURE DU GROUPE INFORMATION TCHAD - « TCHAD : GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE »

LUTTES OUVRIÈRES

GRIFFET :

LA REPRESSION APRES UN AN DE LUTTE

« c'est bel et bien dans une dictature que nous vivons : celle des capitalistes ».

« Si avant la manifestation de lundi, je t'avais dit que toi ou un autre aurait un pistolet braqué sous le nez par un flic, jamais tu ne m'aurais cru ».

« Bien sûr ! Maintenant nous savons de quoi ils sont capables. Mais on s'attendait quand même à l'intervention de la police » me répond le représentant de l'inter-syndicale, Danier Lauzier. Dans l'usine Griffet, mardi matin, je

Mais comment expliquer la violence de l'intervention de la police ? Excitation de certains policiers, selon les uns ? Mais comme l'explique le représentant de l'inter-syndicale et d'autres, il faut replacer cette violence dans la campagne orchestrée par la bourgeoisie pour renforcer et perfectionner tout son arsenal répressif. « Ce qui est quand même malheureux, c'est que nous sommes en train de tomber en plein dans le piège ». Et chacun s'accorde pour dire comme ceux de Solmer que « personne ne nous fera plus croire que nous sommes en démocratie, c'est bel et bien dans une dictature que nous vivons, celle des capitalistes ». Et Lauzier confirme sa déclaration de la veille, faite devant Gaston Deferre : « En France, on s'en prend aux travailleurs comme au Chili ou en Espagne ». « Au fait, me dit-il, je tiens à préciser au sujet de cette déclaration que j'ai bien dit en Espagne, c'est-à-dire aussi bien celle de Franco que celle de Juan Carlos et non pas, comme l'a volontairement déformé « Le Provençal », dirigé par Gaston Deferre, en ajoutant « Sous le régime de Franco ». Cet exemple, montre bien à ces travailleurs quelle est la nature des partis politiques dits « de gauche », qui ne reprennent dans leur presse que les déclarations appuyant leurs projets politiques et n'hésitent pas à les déformer.

quand la «Gauche» tente de récupérer une lutte

D'ailleurs le P.C. et le PS ne pouvaient pas manquer une si belle occasion d'alimenter la campagne pour les cantonales. Et dans la presse du lendemain, la tentative de récupération est particulièrement grossière. Selon que vous lisez « Le Provençal » ou « La Marseillaise », vous pourrez croire que tous les Griffet voteront PS ou PC aux cantonales ; dans l'un, c'est une photo de Gaston Deferre lui-même et d'un de ses poulains, entouré par les travailleurs de Griffet dans la salle d'un café au Canet, les appelant « à faire confiance à la force montante du Parti socialiste, un parti ouvert et démocratique », dans l'autre, en dehors des photos de l'agression policière, bien sûr, pas un mot sur l'intervention du PS mais tous les détails sur le soutien des champions du PC.

Quant à Roger Donadio, président du groupe communiste au conseil général, le PC lui attribuera le rôle de Zorro intervenant pour faire relâcher les deux travailleurs conduits à l'évêché de Marseille. « C'est faux » me dira très simplement l'un d'eux, « nous n'y sommes même pas allés ! De nombreux travailleurs ne le connaissent pas d'ailleurs, si bien que certains l'avaient pris pour un flic en civil : « Qu'est-ce que tu veux » me dit l'un d'eux, « Comment on pouvait le deviner, on se demandait qui c'était ? ».

Mais quel est le soutien que les Griffet peuvent attendre de cette course électorale, entre le PS et le PC qui comptent bien sur ce nouveau cheval de bataille. Pour le PS d'incident déplorable survenu hier matin devant l'usine Griffet, occupée par les travailleurs, a jeté une lumière nouvelle sur les élections cantonales, pouvait-on lire dans « Le Provençal » de mardi et sans hésitation de promettre : « Ce que nous avons fait pour

Coder, nous essaierons de le faire pour Griffet, à savoir que la ville de Marseille et le conseil général ont acheté le terrain et les immeubles de Coder et les ont loués à un industriel ». Deux détails « oubliés », l'achat s'est fait avec l'argent des contribuables et seulement 650 travailleurs sur 1 200 ont été repris !

En ce qui concerne l'agression et le renforcement de la répression, les travailleurs peuvent apprendre que la police doit être au service de « l'intérêt général » !

En clair, pour connaître les intentions du PS, les Griffet peuvent consulter le Provençal du samedi 1er novembre 75 commentant un sondage d'opinion sur la sécurité à Marseille, effectué par la police nationale à la foire internationale du 19 au 29 septembre 75.

Quand le PS appelle à renforcer la police

« Quelles sont les tendances dégagées à partir des réponses fournies par les personnes interrogées ». Tel est le titre du sondage publié par le « Provençal ».

« La première c'est que la mission essentielle de la police doit rester la protection des individus, la seconde c'est que les Marseillais sont très sensibilisés par les vols à main armée et par toutes les formes de violence dont ils pourraient un jour être les victimes, la troisième enfin que la majorité d'entre eux considère que leur sécurité est plutôt mal assurée. Ce dernier aspect bien sûr, est la conséquence du manque criant d'effectifs dans la police, un problème soulevé à maintes reprises par Gaston Deferre ».

Les Griffet apprécieront ! A la place de 100 flics, ils en auront 200 ou 300, de quoi être sécurisés.

« Il faut savoir, conclut cet article, que les effectifs actuels à Marseille sont inférieurs à ce qu'ils étaient au lendemain de la libération. Or depuis cette époque, la population évidemment s'est accrue dans des proportions considérables ». Travailleurs, votez donc PS !



Quant aux opérations « coup de poing », n'allez surtout pas penser que c'est dans l'intention de vous fichier ou de vous réprimer puisque, grâce à ce même journal du vendredi 14 novembre 75, on sait que d'après le préfet de police, monsieur Bussières, ce genre d'opération sera poursuivi dans les

discute avec plusieurs travailleurs sur l'agression policière qu'ils ont subi la veille à 7 h. 30 en voulant « fêter » leur année de lutte. « Si les flics se sont permis de nous matraquer et l'un d'entre eux de dégainer son pistolet, c'est parce qu'ils ont vu que nous n'étions pas nombreux » disent plusieurs d'entre eux. En effet, après un an de lutte, seul un noyau dur reste présent. Commencée à 30, l'opération a regroupé une cinquantaine de travailleurs. « Les flics étaient deux fois plus nombreux que nous, c'était une question de rapport de force ! »



Les travailleurs de Griffet affrontent les flics.

semaines à venir dans d'autres endroits de l'agglomération. Chose promise, chose due ! Et pourquoi se plaindre puisque « sur place les populations se sont prêtées de bonne grâce aux contrôles d'identité » ! Avec une photo à l'appui montrant quatre jeunes aux cheveux longs contrôlés par deux CRS. Quel est la solution du PC, face à cette « odieuse provocation policière » ? Son candidat, Roger Donadio, n'a pas hésité une seconde... Soyons correct, pas de violence ! Une lettre est adressée le jour même au préfet « A ma grande stupéfaction et indignation, sans que vos responsables aient même daigné entrer en contact avec moi, pour examiner une possibilité de négociation, les policiers nous ont bousculé et même fait évacuer de force le terre-plein devant la grue ».

Ne serait-on plus en démocratie, monsieur Donadio ? Si Donadio n'a été que bousculé, ça n'a pas été le cas pour beaucoup d'autres, matraqués ou frappés à coups de poing, et de conclure dans la lettre au préfet : « de bien vouloir faire cesser toute mesure policière envers les travailleurs et d'autre part, de prendre les mesures qui s'imposent pour que l'entreprise Griffet puisse reprendre son activité ». Nul doute que le préfet va être profondément touché par cette lettre ! Le PCF propose des mesures « concrètes et efficaces » comme peuvent s'en rendre compte les travailleurs en lisant la « Marseillaise » du mercredi 15 octobre 75, en conclusion à une enquête sur la violence et demandant « la démocratisation du recrutement et de la formation des policiers ». Ah ! Une bonne police démocratique conduisant au socialisme, que ce serait une bonne chose ! Les Griffet sont très sensibles à cet argument eux qui ont la chance de rencontrer lundi un « flic démocratique » qui leur a expliqué pourquoi il était obligé de les matraquer copieusement : « Aussi, c'est de votre faute, si vous voulez que ça change, c'est le gouvernement qu'il faut changer, vous n'avez qu'à voter comme il faut ». Mais il a oublié de préciser s'il faisait campagne pour le PS ou le PC, ce n'était pas marqué sur la matraque. De qui se moque-t-on ? Le PC et le PS comme tous les partis bourgeois veulent faire croire que l'armée et la police sont au-dessus des classes !

Face aux atteintes aux libertés démocratiques, ripostons

Les travailleurs savent bien qu'ils n'ont aucune illusion à se faire car l'armée et la police sont deux piliers de la dictature de la bourgeoisie et qu'ils ne devront compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité en renversant ce régime pourri, en imposant leur pouvoir, le pouvoir des ouvriers et des paysans, la dictature du prolétariat sur ceux qui dégagent leur arme aujourd'hui mais qui ont déjà tué, tuent, et tueront encore !

C'est par une vaste mobilisation de masse que les Griffet doivent répondre à cette atteinte aux libertés syndicales et démocratiques qui a frappé aussi trois travailleurs de l'imprimerie IPM de trois jours de mise à pied pour l'un et d'avertissement pour les deux autres, surpris par un contremaître en train de tirer le tract pour les Griffet.

Camarades, amplifions la voie de la solidarité ouvrière et ne nous faisons pas enfermer dans des projets politiques étrangers à la classe ouvrière !

Robert RIVIÈRE

Autour des Griffet solidarité ouvrière..

Hier, avait lieu une manifestation au vieux port, accompagnée de la sortie d'une grue. Ce samedi matin, est prévu un meeting des travailleurs de Griffet à l'usine ; préparons-nous à les soutenir : à partir de 9 H, 284 Bd Gay Lussac 13 014 Marseille

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

MOREL & GÂTÉ Aux côtés des Réhault !

Chez Morel et Gâté, à Fougères, en lutte contre la fermeture, la volonté de lutte est toujours grande. Il y a quelques jours, en manifestant, les travailleurs le montrèrent en allant porter leur lettre de licenciement à la mairie. Volonté de lutte, donc, mais il n'empêche qu'un certain nombre d'idées défaitistes existent qui, si elles ne sont pas combattues, risquent de freiner considérablement la lutte. Ainsi, l'occupation de l'usine n'est toujours pas décidée, et le scepticisme existe chez certaines ouvrières : « occuper, ce n'est pas forcément la solution. S'il n'y a pas de travail, ils ne peuvent pas nous en donner. Même si on occupe, est-ce qu'on arrivera à quelque chose ? » Telles sont quelques unes des réflexions que l'on peut entendre dans la bouche de certaines travailleuses. Et ces idées, les syndicalistes dit

« modérés », loin de les combattre, les laissent se développer, en faisant miroiter des possibilités de solution en concertation avec les pouvoirs publics ! Ainsi, l'adjoint au maire est venu annoncer que « des contacts étaient en cours avec l'entreprise qui pourrait créer... 35 emplois pour une période d'essai de 6 mois » ! Sur ce, les syndicalistes « modérés » de dire qu'il ne fallait pas gêner une éventuelle reprise !

Mais accepter cela, n'est-ce pas plier devant les attaques de la bourgeoisie qui tente de nous faire payer ses « difficultés » ? Si ! Et s'engager sur le chemin de la victoire n'est-ce pas possible ? Si ! Mais pour cela, il faut construire la première étape. Mener une lutte commune avec ceux de Réhault en vue de commencer à construire ce rapport de force qui fera reculer la bourgeoisie !



SAINT ETIENNE : À NOUVEAU LA LUTTE !

Dans la zone industrielle nord-est de St Etienne, la série de luttes se poursuit. Après les luttes de Garin (maroquinerie) de la SSCM, de la SOMA (mécanique), ce sont les ouvriers de TTM (transports) qui sont en grève depuis le 26 février pour les salaires, l'embauche et les libertés syndicales.

Au milieu des remblais de scorie et des ruines de l'ancien puits de Verpillieux, les travailleurs, quotidiennement, empêchent toute livraison. Sur cet ancien carreau des mines où le dépôt est installé, les travailleurs ne sont pas seuls : à deux pas, Rivoire, Laffont, DML, toutes les boîtes de transports ont à leur tour déposé leur cahier de revendications et ont débrayé mercredi. Décidément, le quartier n'est plus sûr pour les patrons ! Chez Valette et Gauraud, les travailleurs viennent d'obtenir 30 centimes. A Creusot-Loire, ils réclament 300 F pour tous et 2 000 minimum. Aux ateliers du Vieux Marais, les travailleurs parlent de débrayer. Le mouvement d'ensemble ? C'est une idée qui fait son chemin ici.

« A LIP, ils ont gagné, CIP-Desombre, il faut lutter ! »

Ce sont les slogans de solidarité qui sont lancés dans le Nord autour de deux usines textiles, occupées depuis longtemps (respectivement 8 et 5 mois). A CIP et à Desombre, comme à LIP, on produit, mais... à CIP, la production est « échangée », à Desombre, on ne vend « qu'aux employés de l'entreprise » ! Dans ce contexte, ces deux usines en lutte bénéficient d'un large soutien CFDT. Les élus P(C)F eux-mêmes en sont venus à intervenir au Conseil Régional. Mais surtout, c'est le PS qui s'« intéresse » à la lutte ! Maurois, maire socialiste de Lille a été jusqu'à proposer aux ouvriers de Desombre de faire racheter le terrain de leur usine, afin que « les ouvriers trouvent plus facilement un patron ». Devant « tant d'aide » (!), les travailleurs de Desombre se posent des questions : « Bien sûr, tout le monde semble vouloir nous aider, mais en réalité, on nous empêche de lutter ». Et « pourquoi ceux qui occupent l'usine se voient-ils retirés un par un l'Assedic et l'Aide Publique, l'indemnité chômage ramenée à 40 %, alors que ceux qui n'occupent pas touchent encore les 90 % ? »

Peu à peu, sous les pressions, le manque de perspective, des dangers se profilent pour la continuation de l'action : un tiers seulement des ouvrières continue d'occuper et produire aujourd'hui. Autour d'elles, il faut développer une vraie solidarité de classe !

correspondance Lille.

"CE N'EST PAS AUX ELUS DE DECIDER ..."

Dans le Narbonnais, il y a eu deux réunions dans l'après-midi dont une des maires des grosses villes. Il y a eu un filtrage : les maires des petits villages n'ont pas été acceptés. D'un autre côté, il y a eu une réunion des responsables des Comités d'Action Viticole, qui a décidé que tous les viticulteurs soient demain à l'enterrement du paysan qui est mort, à Arquettes-En-Val. Des cars partiront de chaque village. Pour les croyants, il y aura des messes dans tous les villages à dix heures du matin, qui seront suivies d'un défilé et d'un dépôt de gerbes au cimetière du village. Toutes les écoles seront fermées, et les cars de transport mis au service des viticulteurs pour aller à l'enterrement. A Béziers, les commerces seront fermés.

De la réunion des maires députés et sénateurs, il ressort d'après les discussions avec les gars de Florensac : « Ça va être dur à le faire avaler, mais effectivement, il a été décidé par les élus qu'il y aurait le vote dimanche, que les cantonales auraient lieu ». Des gars ont dit qu'ils n'étaient pas du tout d'accord. Il y a une forte tension ! On a pu entendre plus d'un dire : « Ce n'est pas à eux, les élus, de décider, ce n'est pas eux qui décident des manifestations des viticulteurs, donc ce n'était pas à eux de décider, c'était au CAV de décider s'il fallait ou non voter ». « Eux ce qu'ils cherchent c'est surtout à



« on leur montrera que des émeutiers, il y en a des milliers ! »

montrer leur écharpe ». « Ça, c'est fait pour nous diviser ». Il y a une telle tension qu'il n'est pas sûr que les gars votent... Pour ceux qui sont d'accord pour voter, l'argument c'est de dire qu'il n'y a pas que la viticulture qui est intéressée par le vote, et que dans les grandes villes comme Montpellier, Béziers, Narbonne, Carcassonne... il y avait des commerçants, des employés... et qu'eux, ils voulaient voter. Dans l'Aude, des responsables de comités se sont prononcés pour le vote.

Il a été annoncé qu'un comité permanent était créé, formé de représentants des maires et des viticulteurs « pour entretenir en permanence et régulièrement, le gouvernement, de la situation vi-

ticole ». Des gars disaient, « ce n'est pas la peine de les mettre au courant ». Par rapport à l'enterrement, ce qui se dit chez des militants du CAV, c'est que « puisque le gouvernement a dit que c'était

quelques émeutiers, on leur montrera par notre très large mobilisation que des émeutiers, il y en a des milliers » et que « s'ils veulent tous nous mettre en tête, il y aura du monde à mettre ! »

R. R.

Réhault : sur tous les fronts

Les travailleurs de chez Réhault, à Fougères, en lutte, multiplient ces jours-ci les initiatives. Ainsi, la direction envisage, dimanche à Paris, de présenter une collection de chaussures, présentée dernièrement une première fois à l'exposition annuelle de la chaussure. Les travailleurs de chez Réhault ont décidé de l'empêcher, et parallèlement, d'envoyer une délégation à Paris, qui présentera cette même collection sur le trottoir, pendant que se déroulera la représentation officielle.

D'autre part, les Réhault, ont décidé le même jour d'organiser un rassemblement devant leur usine, où la population et les travailleurs des autres usines sont invités. Comme on le voit, la lutte s'étend sur tous les fronts !!

S.N.C.F.

UNE GREVE DE DIVISION

La direction de la SNCF vient de « proposer » aux syndicats lors des dernières discussions salariales la création d'un nouveau grade chez les agents de conduite réservé aux agents « conduisant régulièrement des trains à vitesse limite supérieure à 130km/h », le grade de T 5.

• Une manœuvre de division des cheminots

Au moment où l'ensemble des cheminots connaît une baisse de niveau de vie du fait de l'augmentation constante du coût de la vie et du blocage des salaires, la SNCF décide d'augmenter grassement la paye d'une minorité de cheminots (2 500 en tout), tout en laissant la majorité des cheminots dans leur situation actuelle.

• Une arme anti-grève hors pair.

La direction ne cache pas que les agents ayant droit au grade de T 5 seront soigneusement triés « en fonction de leur moralité », et le chantage aux « bons services contre bonne paye ». La SNCF s'assure la possibilité de faire circuler avec les T 5 la majorité des trains de prestige et des rapides et express normaux, quelle que soit la « situation sociale » à la SNCF !

• Pourquoi la SNCF choisit-elle la période actuelle

pour lancer les T 5 ?

Ce n'est pas la première fois que la SNCF tente d'imposer cette mesure. Mais la mobilisation des cheminots l'en a empêché. Aujourd'hui la SNCF sait qu'elle peut compter sur l'indécision des syndicats « tiraillés » entre la défense d'une position de principe sur l'unité indispensable des travailleurs et la peur de perdre des adhérents attirés par l'appât du gain.

• Les positions syndicales telles qu'elles peuvent être définies actuellement.

Pour la FGAAC, le problème n'est pas la création du T 5, mais la revalorisation de l'ensemble des agents de conduite, du T 1 au T 4. La grève qu'ils lancent à partir de demain est donc bien une grève corporatiste : « Qui au T 5, si les autres branches des agents de conduite sont augmentés. Les autres cheminots, on s'en fout ».

En effet, c'est bien parmi eux que la SNCF sélection-

nera ses « barons du rail » !

Pour la direction de la CGT, tout en affirmant timidement sa volonté de défendre l'ensemble des cheminots, elle est prisonnière de ses mots d'ordre de « revalorisation du métier de cheminot » et de « paiement de la qualification ». Elle réussit néanmoins le tour de force de refuser le grade de T 5, ... pour proposer la création d'un nouvel indice au grade de T 4 (les T 4 D), ce qui reviendrait strictement au même !

Quant à la direction fédérale de la CFDT, elle se cache derrière le sacro-saint mot d'ordre : « écouter les propositions de la direction, en discuter avec les cheminots pour rendre compte ensuite de sa réponse », pour ne proposer aucun mot d'ordre clair et offensif, révélant ainsi l'ambiguïté de sa position !

• Il nous faut refuser clairement cette manœuvre et obliger les syndicats à réagir !

De nombreuses discussions se déroulent actuellement chez les roulants vis-à-vis du problème des T 5. On entend régulièrement les réflexions : « depuis des années on se bat pour l'égalisation

des primes de traction entre les grands et les petits roulements, et d'un seul coup on augmente l'écart entre vous ». Mais surtout, « il y a un truc qu'il faut voir aussi là-dessus, c'est que ça fait un moment que la SNCF veut monter l'âge de la retraite de 50 à 55 ans. On s'est mis en grève en 71 contre ça. Mais tu vas voir si le T 5 ça passe, combien de gars feront du rabiot pour attraper le grade et augmenter leur retraite ».

La seule manière de faire échec à l'offensive patronale, c'est d'affirmer clairement que les roulants se refusent à une augmentation de la hiérarchie parmi eux, et à un élargissement du fossé les séparant de la majorité des agents d'exécution.

Il nous faut affirmer notre solidarité avec l'ensemble des cheminots, en mettant en avant que la hausse des prix touche tout le monde, la dégradation des conditions de travail et la diminution des effectifs également.

Battons-nous pied à pied dans nos sections syndicales pour 6 heures de nuit = 8 heures de jour, 2 000 F minimum pour tous, et exigeons que les moyens soient pris pour faire aboutir nos revendications.

Correspondant SNCF-Nantes

PAYSANS EN LUTTE

DEUIL ET COLERE DANS LE LANGUEDOC VITICOLE

ERIC BREHAT

Narbonne, c'est le cœur du midi viticole, de l'Aude. Toute la campagne aux alentours n'est que vignobles, divisés en petites parcelles...

Narbonne, c'est aujourd'hui le cœur de la colère des viticulteurs. Le souvenir de la journée sanglante du 4 mars vivra longtemps. Le balcon de l'immeuble duquel s'était adressé mercredi et jeudi les responsables du Comité d'Action Viticole à des

milliers de viticulteurs, est recouvert de crêpe noir. Mais en plusieurs endroits de la ville, les gendarmes mobiles, fusil à l'épaule, ont remplacé les CRS. Des dizaines de cars de CRS s'étaient repliés vendredi matin, à Narbonne-Plage, alors qu'à l'aéroport de Montpellier, des avions cargos Transall, débarquaient des compagnies de gardes mobiles, des auto-mitrailleuses Panhard, des hélicoptères Puma.



Le pays viticole reste zone occupée. A Montredon, là où s'est produit la fusillade jeudi, la police judiciaire a voulu venir gratter la terre pour « retrouver les douilles ». Plusieurs dizaines de viticulteurs étaient là : « Ne venez pas mettre de l'huile sur le feu, on vous a déjà assez vus à l'œuvre. Allez plutôt enquêter sur les fraudeurs et les gens qui les protègent ». Les policiers présents ainsi que le député-maire, n'étaient pas très fiers, et l'enquête a vite tourné court.

La répression féroce exercée contre les viticulteurs, le quasi état de siège que connaît le pays. Voilà ce qui est ressenti par tous. Un viticulteur me le disait à Carcassonne : « Cela fait des années que nous revendiquons ; d'abord, il s'agissait de pouvoir vendre nos vins correctement, puis de les vendre tout court. Et maintenant, c'est de notre

survie qu'il s'agit ; le pouvoir veut nous faire disparaître. Leur rêve, c'est de transformer le Languedoc en parc à touristes. Déjà les jeunes en partent, ils se retrouvent postiers à Paris, et quelquefois même CRS... ! Aujourd'hui nous sommes tous dans le coup. Le problème des viticulteurs n'est pas que le nôtre ». Les réflexions de plusieurs habitants de Narbonne au marché ce matin, confirment ce point de vue :

« C'est le gouvernement qui porte toute la responsabilité des morts d'hier. Ils ont tout fait pour en arriver là. Mais que va-t-il se passer maintenant ? Mon mari est ouvrier du bâtiment, on pourrait dire que tout cela ne nous regarde pas, et on dirait parfois que les viticulteurs veulent que ça reste leur affaire. Mais il faut bien se dire une chose : si la viticulture disparaît, on sera vite au chômage ».

TOUT LE PEUPLE OCCITAN AUX OBSEQUES D'EMILE POYTES

Un premier pas dans ce sens sera fait ce matin : tous les comités d'action viticoles ainsi que le syndicat des vins de table, appellent à se rassembler à Arquettes-en-Val, ce matin, à 10 H. Tout le peuple occitan est invité à s'y rendre. Emile Poytes assassiné par la bourgeoisie y sera dignement enterré. Mais au delà de l'hommage à ce camarade, c'est la force des travailleurs du Languedoc qui s'y exprimera.

INTERVIEW DE JEAN HUILLET, RESPONSABLE DU MOUVEMENT D'INTERVENTION VITICOLE OCCITAN (DES C.A.V. DE L'HÉRAULT) :

Question : Dans leur masse, comment les viticulteurs ont-ils réagi après la fusillade ?

R. : Les viticulteurs sont atterrés ; révoltés et atterrés. Moi-même, je le suis ! Il y a quelques temps, je disais que ça se passerait comme à Aléria. Je le savais, je l'avais compris. Mais maintenant, je suis encore sous le choc. C'est ce qui fait que demain, on va enterrer notre copain. C'est tout ce qu'on veut pour demain. Il y a une famille qui pleure. Les actions, on les poursuivra, mais après. Mais on les poursuivra, parce qu'il faut absolument continuer !

Q : Comment vois-tu l'unité avec les autres travailleurs, maintenant ?

R. : On vient d'avoir une réunion avec les syndicats, CGT, CFDT, FEN. Ce qu'on a pu obtenir, c'est la signature d'une motion en commun, qui sera portée au préfet. C'est déjà une chose, mais ce n'est pas suffisant ! Le représentant de la CGT nous a d'ailleurs fait une leçon de morale qu'on n'a pas tellement appréciée... S'il n'y avait que l'action commune avec les syndicats, ça ne servirait pas à grand chose ! Ce qu'il faut, c'est agir nous-mêmes en direction des ouvriers : faire des ventes de vin à la sortie des usines, le soutien aux grèves, s'expliquer avec les ouvriers, leur montrer nos problèmes. C'est ça le plus important, et c'est ça que nous, on veut faire...

Q : Quelle a été l'attitude des élus locaux et des notables viticoles par rapport au mouvement ?

R. : Le maire de Narbonne («apolitique», de droite !), a joué la démagogie jusqu'au bout. Je l'ai vue devant les CRS leur dire de lui tirer dessus ! Mais c'est lui qui a fait courir le bruit jeudi soir, que les deux copains étaient libérés pour nous faire lever les barrages !

Les notables viticoles, c'est tout autre chose. Avec ce qui s'est passé, ils se sont mouillés. Maintenant, ils sont obligés de dénoncer les multinationales. Et je pense qu'il y en a qui sont en train de changer...

Q : Il y a des viticulteurs qui parlent de boycotter les élections cantonales.

R. : C'est un problème difficile. Ceux qui poussent certains au boycott, ce sont des tendances poujadistes. La CGT les traite d'ailleurs de fascistes. Nous, on travaille avec eux, parce qu'ils se battent, et qu'ils peuvent progresser. Le boycott aurait eu surtout un effet de division, entre viticulteurs d'a-

bord, et avec les autres travailleurs, auxquels on n'aurait pas pu l'expliquer. Alors, la position qu'on a prise, c'est on va voter, mais on garde les armes. Dès la semaine prochaine, comme on peut s'attendre à ce que ça ne donne rien à Bruxelles, on reprend les actions.

Q : Tu dis que les viticulteurs se sont politisés, en quel sens ?

R. : De plus en plus, les liens entre économie et politique apparaissent ! Bonnet est aujourd'hui considéré comme un ennemi. L'action de Meximieux y a d'ailleurs beaucoup contribué, et l'idée que le problème viticole est indissociable du pillage de notre pays fait son chemin aussi. Ce n'est pas n'importe quels objectifs que nous avons atteints : c'était les perceptions, parce que c'était l'Etat ; c'était l'autoroute, qui est liée à la question du développement touristique (développement qui asphyxie notre pays).

Mais il faut partir de la réalité : parler de nationaliser la terre, c'est ridicule et mauvais : personne ne le comprendrait aujourd'hui. Il y aura toute une progression politique chez les viticulteurs, comme chez les paysans. Ça commencera par le travail collectif, nous avons, déjà fait des expériences dans ce sens. Et l'idée que la terre doit appartenir à l'Etat des travailleurs, elle viendra de la pratique, elle viendra d'une prise de conscience !

La Cour d'Appel de Montpellier a engagé une information judiciaire pour homicide volontaire. Cette information suscite la colère. L'action en sera d'autant plus motivée sans doute chez les viticulteurs la semaine prochaine.

Chronologie des événements

27 Février : Les viticulteurs du Languedoc décident de monter une opération contre les locaux du sieur Ramel, à Meximieux, trafiquant de vins bien connu. L'opération minutieusement préparée, est une réussite complète. En particulier, les viticulteurs découvrent 600 hectolitres d'un produit curieux, tellement peu ressemblant à du vin qu'il attaque les vêtements.

Mercredi 4 mars : La police de Montpellier arrête deux viticulteurs, immédiatement transférés à Bourg-en-Bresse, ainsi que trois conducteurs de cars, vite libérés. Immédiatement, le Languedoc viticole se mobilise.

Un capitaine de gendarmerie est bloqué pendant 5 heures. André Cazes, responsable du CAV de l'Aude, lance un ultimatum, «Libération immédiate des viticulteurs». Toute la nuit, les viticulteurs passent à l'action, affrontements avec la police à Narbonne, destructions de perceptions, d'une agence du Crédit Agricole, intervention au gare de Lézignan, de Narbonne et au relais régional de télévision. Dans l'Hérault, aussi des barrages se multiplient.

Jeudi 5 mars : 11 h 30, des milliers de viticulteurs se rassemblent à Narbonne, à l'appel du CRAV. Michel Romain donne le mot d'ordre : tout le monde sur le pont de Montredon, «Nous jurons que nous tiendrons tant que nos camarades ne seront pas libérés» ; le pont de Montredon est à l'intersection de la route de Narbonne-Carcassonne et

de la ligne de chemin de fer.

14 H, plus de 3 000 viticulteurs sont là. Toutes les voies ferrées sont bloquées, ainsi que deux wagons d'un train de marchandises.

15 H, une colonne de CRS arrive, des fusils lance-grenades en avant et pistolets-mitrailleurs prêts à servir. C'est alors que la fusillade éclate. Des viticulteurs ont amené leurs fusils de chasse. Les CRS, dont le commandant Legoff est tué, tirent au pistolet-mitrailleur sur tout ce qu'ils voient. Emile Poytes est tué, plusieurs viticulteurs sont grièvement blessés.

La compagnie de CRS est évacuée. Les viticulteurs se rassemblent à Narbonne, encore saisis d'horreur et de colère. Le CRAV les appelle à rester dans leur village et à être prêts à se mobiliser.

Nuit de jeudi à vendredi : l'autoroute et la route de Narbonne-Béziers sont barrées. Les CRS interviennent de nouveau.

Vendredi, 12 h 30 : on apprend de façon certaine que les deux viticulteurs arrêtés sont relâchés sous contrôle judiciaire. De nombreux renforts en gardes mobiles et en blindés ont été amenés, une concentration de forces de police s'opère vers Béziers. Les Comités d'Action Viticole appelle tout le peuple occitan à se rassembler samedi, 10 H, à Arquettes-en-Val pour les obsèques d'Emile Poytes.

Emile Poytes : assassiné d'une balle dans le front

Emile Poytes avait 50 ans ; il exploitait un petit vignoble à Arquettes-en-Val, dans l'Aude. Comme tout vigneron, il participait à toutes les manifestations viticoles. Au moment de la fusillade, il était éloigné des CRS, peut-être était-il à découvert, alors que les CRS tiraient en rafales sur tout ce qu'ils voyaient ? C'est une balle en plein front qui l'a tué.

l'actualité en image...



*Le midi viticole occupé
par les forces de police
ILSONTTUÉ*

SAHARA OCCIDENTAL :
*Vendredi 27 février 1975, la
République Arabe Sahraouie
Démocratique est proclamée.*



CHINE :
*Dans la lutte contre le déviationnisme de droite, les masses
s'emparent de la politique.*



FOUGÈRES :
*Tout une région en
lutte contre le capita-
lisme.*



FRANGECLIM (Angoulême) :
*Les ouvriers occupent, le patron les cadenasse
dans l'usine.*



FOURCADE-MITTERRAND :
*Fourcade à Mitterrand : «On
compte sur vous après les
élections...»*

INTERNATIONAL

Après les assassinats de Vitoria

RIPOSTE DE MASSE EN ESPAGNE

MADRID, DE NOTRE CORRESPONDANT

«Après deux mois de grève de toute la classe ouvrière et du peuple travailleur qui demande du pain, la réponse des patrons, avec à leur tête, le gouvernement fasciste, c'est : un, deux, trois... morts, et une multitude de blessés graves. Face à cette situation, les travailleurs et le peuple de Vitoria exigent un jugement populaire pour les assassins des travailleurs qui sont tombés. Nous exigeons la démission du préfet, du maire et du président de la députation. Nous exigeons la dissolution des corps répressifs. Face à un tel massacre, nous appelons à la grève générale illimitée de toute la classe ouvrière et du peuple de Vitoria. Nous appelons tout le peuple à participer aux assemblées d'usine et de quartier et à manifester dans la rue.»

Signé : le comité des représentants des travailleurs en grève, élu dans les usines.

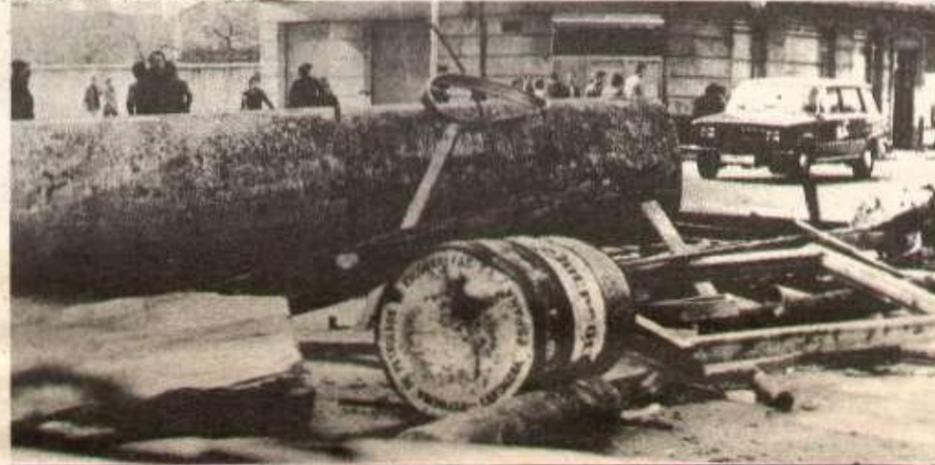
C'est en réponse à cet appel que le peuple de la ville, malgré les assassinats de la veille, est descendu dans la rue le 4 mars. Des petites manifestations volantes, dites ici «commandos», n'ont cessé de se former malgré un quadrillage policier sans précédent dans une Espagne qui vit pourtant depuis des décennies sous la botte fasciste : tous les accès à la ville étaient gardés par la garde civile, tandis que des patrouilles de police circulaient sans discontinuer, à pied et en command car, et stationnaient au coin des rues mitraillées au poing.

De nombreuses arrestations ont eu lieu dans une ville morte, où les magasins avaient fermé leurs portes et où les marchés, contraints d'ouvrir sous la menace, ont été boycottés. On attendait, pour les funérailles des victimes de mercredi, une cen-

taine de milliers de participants à la cathédrale, vendredi matin à 10 heures.

Cependant, la répression fasciste de Vitoria a déclenché une grande vague de

Vitoria après les affrontements : les barricades sont tombées, mais la sauvagerie de la police n'a fait que renforcer la mobilisation du peuple.



protestation sur tout le territoire. Au pays basque bien sûr : plusieurs manifestations rassemblant des milliers d'ouvriers des diverses entreprises, ont été violemment dispersées à Bilbao, ainsi qu'une manifestation étudiante ; dans la journée de vendredi, l'agitation populaire continuait dans les rues.

A Pampelune, également en état de siège, une journée de deuil s'est déroulée, prolongeant la grève générale de solidarité avec Vitoria qui avait eu lieu la veille. La police a arrêté de nombreuses personnes. A Saint Sébastien, nombreuses manifestations également, au cours desquelles les masses ont affronté la police.

Ailleurs, les étudiants de Madrid se sont rassemblés

dans les facultés, où la police est entrée pour arracher des affiches de soutien aux travailleurs de Vitoria, et arrêter plusieurs étudiants et deux enseignants. La veille, les étudiants avaient manifesté aux cris de «Ouvriers de Vitoria, le peuple vous vengera!». Des manifestations étudiantes ont également eu lieu à Saragosse et Salamanque, où le rectorat a décrété la fermeture de l'université.

Ainsi, quarante huit heures après la sanglante répression de Vitoria, une chose se confirme : les masses populaires, loin de se laisser intimider, comme le pouvoir fasciste l'espérait, ont au contraire renforcé leur mobilisation, indignées par cette sauvagerie.

IL Y A 23 ANS, MOURAIT

LE
CAMARADE
JOSEPH
STALINE

La mort de Staline, le 5 mars 1953, restera un événement dans l'histoire du mouvement communiste. Ce jour-là des millions de paysans du monde entier, ont ressenti une profonde émotion à l'annonce de sa disparition. Dans notre pays, les travailleurs étaient très attachés au dirigeant qu'était Staline. Témoins ces milliers de résistants déportés dans les camps de concentration nazis, qui pour le 73ème anniversaire de Staline rassemblèrent et envoyèrent «les souvenirs» de leur déportation, montrant par là, combien ils appréciaient et célébraient le rôle primordial joué par les peuples soviétiques, l'armée rouge, dirigés par Staline, dans l'écrasement du fascisme hitlérien. Mais au-delà de cette douleur, de ces témoignages, se mêlait chez de nombreux militants communistes, l'inquiétude pour l'avenir. Que va devenir l'URSS, le mouvement communiste international, et plus particulièrement, comment vont évoluer les contradictions présentes dans le PCF depuis la fin de la guerre (remise des armes, passage pacifique, bataille pour la production...)? Ces «inquiétudes» de militants communistes allaient malheureusement devenir des réalités

Avec les conséquences de la mort de Staline, s'engage une phase nouvelle : celle où disparaît toute possibilité de détruire de l'intérieur du PCF la ligne révisionniste, celle où ce parti devient un parti totalement révisionniste. En URSS quelques années plus tard, c'était la restauration du capitalisme, la négation, l'effacement des acquis de la dictature du prolétariat, du

premier Etat socialiste dirigé par Lénine, puis par Staline.

Après la mort de Lénine, Staline en tant que principal dirigeant du parti communiste bolchevik a lutté pour l'établissement du socialisme dans un seul pays ; contre l'encerclement impérialiste, contre les ennemis de la révolution à l'intérieur. Avec le parti communiste d'Union Soviétique, Staline a dirigé l'industrialisation du pays et la collectivisation de l'agriculture.

C'est aussi dans cette période, que la science et la culture socialiste ont connu un grand essor. Ces réalisations ont créé les conditions favorables pour que l'Union Soviétique soit la force principale dans l'anéantissement du nazisme. L'édification du socialisme en URSS, le rôle joué lors de la deuxième guerre mondiale par l'URSS, sa politique internationale sont la base du grand prestige acquis par Staline tant en URSS que dans le monde.

Bien sûr, il n'est pas question de nier, que dans cette première expérience de l'édification du socialisme de graves erreurs aient été commises. Erreurs que nous devons analyser, dont nous devons tenir le plus grand compte pour examiner le processus de restauration du capitalisme en URSS ; pour ce faire, il nous faut nous appuyer sur les acquis de la révolution chinoise de la grande révolution culturelle prolétarienne et de la pensée Mao Tsé-toung. C'est à cette condition que peut être apprécié pleinement la période d'édification socialiste réalisée par les masses populaires d'URSS et le parti bolchevik dirigé par Staline.

Portugal

RUMEURS DE COUP D'ETAT

DE NOTRE CORRESPONDANT,

C'est dans un climat où des bruits de coup de force et de contre-coup commencent à circuler que le chef d'état-major de l'armée de terre, Ramalho Eanes, a réuni avant-hier les commandants d'unité de la région militaire de Lisbonne pour discuter avec eux de la situation.

Le 4 mars, à 1 heure du matin, un ordre pour faire accomplir «de gré ou de force» le mandat de sortie établi au nom : Otelo de Carvalho a été donné au commandant de la prison militaire de Santarem : l'ancien commandant du COPCON se refusait à être libéré avant ses camarades emprisonnés depuis le 25 novembre : après une discussion avec ses compagnons de prison, Otelo a accepté à quatre heures du matin d'être amené, libre, à

Lisbonne, par le major Faia. Celui-ci, dit-on, s'il avait été obligé d'appeler la police militaire comme on le lui avait conseillé, aurait démissionné immédiatement de son poste. Parmi les conditions mises à la libération de Carvalho, figure l'interdiction de s'éloigner de la ville où il réside. L'ancien commandant du COPCON, dans un document envoyé aux autorités militaires a rappelé son exigence de libération des autres prisonniers. Il l'a fondé sur le fait que son emprisonnement, et

maintenant sa libération, sont des actes politiques.

Mais, plus que l'épisode de la libération de Carvalho, ce qui compte aujourd'hui, c'est la lutte désormais ouverte entre la droite militaire traditionnelle et les officiers sociaux-démocrates du «groupe des neuf». On se souvient que, voici quelques jours, Morais e Silva, chef d'état major de l'air, avait ouvert les hostilités pour le compte de la droite. Dans une interview donnée à Rome, Melo Antunes de son côté affirmait : «Dans les forces armées, il y a des éléments de droite, mais aussi il y a une grande gauche avec tous les jeunes capitaines qui peuvent jouer un rôle politique très important... les conditions pour construire le socialisme se maintiendront après les élec-

tions».

Dans beaucoup de secteurs, les militaires sont désabusés, et s'affirment «trompés par les politiques». Les «jeunes capitaines» ont la nostalgie du 25 avril. L'exemple de cet état d'esprit est l'école pratique d'infanterie de Mafra, où se trouvent de nombreux capitaines qui ont participé au mouvement avant le 25 novembre : toute l'école pratique a refusé de voter aux élections pour les conseils d'armes, car seuls figuraient sur les listes des membres de l'état major (et de droit de surcroît). Les officiers de ce régiment voulaient des élections où ils choisissent eux-mêmes leurs propres candidats».

Antoine JALLIEU

Moscou : fin du Congrès

Le Congrès du Parti «communiste» russe, s'est terminé par l'élection des organismes de direction. Comme cela était prévisible la grande majorité des nouveaux bourgeois du Kremlin ont conservé leur fauteuil. Malgré les attaques sourdes qu'ils se lancent mutuellement, malgré les luttes de cliques que l'on a pu percevoir à travers le déroulement de ce congrès, c'est la stabilité (sans lutte de classes bien entendu) dans les organisations de direction qui prime. La «cohésion» est maintenue pour continuer l'exploitation des peuples soviétiques et la course à l'hégémonie mondiale. Un seul d'entre les membres du précédent Bureau Politique n'y a pas été réélu. Mais là non plus ce n'est pas une surprise. Il s'agit en effet de Polianski ministre de l'agriculture ! L'affaire a été préparée dans le cours même du congrès où il fut plusieurs fois pris à partie par Brejnev. Cependant, personne n'oserait avancer qu'il s'agit d'une divergence politique profonde entre Brejnev et Polianski. L'affaire est trop claire quand on se rappelle les difficultés agricoles de l'URSS. Il s'agit en fait de faire porter le bonnet au ministre de l'agriculture et une fois de plus d'abuser les masses populaires en montrant une «volonté de changement». Style dans lequel la Pravda fait merveille en dénarrant de temps à autre des abus (détournements de fonds, alcoolisme, etc...) sans pour autant que cela modifie les choses, au contraire.

colloque contre le colonialisme français

une journée de débat

• départementalisation, indépendances, la stratégie de l'impérialisme français dans les colonies

• l'immigration des colonies en France

une soirée culturelle

• Film «La Machette et le Marteau» - montages - chants

A l'initiative du
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-leniniste
Avec la participation de : AGEG - AGEM - ASEC - UEG - UNECAS - CIP

GUADALOUBE MARTINIQUE COMORES GUYANE DJIBOUTI

SAMEDI 6 MARS

- de 10 h. à 18 h.
44 rue de Rennes

- à partir de 20 h.
AGECA 177 rue
de Charonne

CINÉMA

INTERVIEW DE J.-L. COMOLLI réalisateur du film «La Cecilia»

Interview recueillie par
Paule SACONNET

Quelles raisons t'ont amené à choisir ce sujet pour ton premier film ?

La raison principale ? C'était une histoire qui concentrait un certain nombre de problèmes, et de problèmes d'aujourd'hui : la division du travail, la société égalitaire, le problème du pouvoir, du refus de la hiérarchie, le problème de la famille, du sexe... Je trouve que ce qui est intéressant, c'est justement de travailler sur des fictions exemplaires de ce genre. Ce choix correspond d'ailleurs à ma conception du cinéma politique. Pour moi, c'est avant tout, un cinéma

qui, essaie d'embrasser une part la plus large possible et la plus complexe possible de la réalité. Je pense qu'une réflexion politique, c'est ce qui commence à reprendre en compte, et à retraverser l'ensemble de ce qui nous est présenté par l'idéologie dominante comme des compartiments étanches.

Ne vois-tu pas d'autres formes de cinéma politique ?

Pour moi, il y a, grosso modo, deux façons de penser un film politique : une première façon qui est l'appro-

fondissement d'un problème, d'un thème en le délimitant le plus précisément ; mais je trouve que cette façon-là donne lieu souvent à un point de vue assez restrictif et à des discours parfois dogmatiques. Et l'autre conception, que je défends avec «La Cecilia», et que j'essaierai de développer dans un travail ultérieur, c'est, au contraire, même au risque d'une apparente dispersion, d'essayer de prendre en compte le plus possible de questions. Parce que les questions, elles ne viennent dans la pratique, jamais seules, jamais simples, elles viennent toujours de façon complexe.

Alors, en somme, pour en revenir à «La Cecilia», le sujet t'a intéressé parce qu'il concentrait des problèmes qui sont encore des problèmes pour nous ?

Oui, parce que l'Histoire n'est pas, comme le prétendent les bourgeois, une série d'événements

italiens, et dans la différence entre ces façons de parler, il y a tout le jeu des différences d'origine sociale, de culture, des inégalités culturelles et politiques des personnages.

(...) Pour en revenir à la question du public, qui

projection du film. Ce qui m'a frappé c'est que toutes les questions arrivent sur le tapis ; et à ce niveau-là donc le film fonctionnerait pas trop mal. Ce qui m'a frappé aussi, c'est que la lecture qui est faite du film est vraiment subjective ; ce n'est pas un film qui bloque la subjectivité

LA CRITIQUE DU FILM

La Cecilia est le premier film de J.L. Comolli, critique de cinéma, membre de l'équipe des «Cahiers du Cinéma». Dans l'interview ci-contre, l'auteur s'explique sur les raisons qui l'ont poussé à choisir le sujet de son film : l'histoire d'une communauté anarchiste italienne (10 hommes et une femme) qui s'installe au Brésil sur les terres que lui a cédées l'empereur Pedro II. La communauté s'inspire des théories de G. Rossi (dont le récit a inspiré le scénario), personnage qui constitue un peu le pivot du film. Homme curieux, il s'intéresse à la science, et «observe». La

anarchistes d'origine paysanne, qui travaillent les terres de La Cecilia s'opposent à ceux qui sont d'origine ouvrière ou intellectuelle, et finiront par partir ; l'arrivée des familles provoquent l'éclatement progressif de la communauté.

Récit minutieux de cet échec, le film est aussi une sorte de bilan critique du mouvement communautaire qui s'est développé en France depuis 1968. A travers un sujet «historique», le film reflète assez bien les tares congénitales d'un tel mouvement. Comment construire une société socialiste «en

vue que celui de Comolli, qui reste, fondamentalement, celui de la petite bourgeoisie, d'ailleurs, l'auteur ne s'en cache pas : «J'ai visé au départ une catégorie à la fois vaste et réduite. C'est les intellectuels petits bourgeois» (voir interview).

Mettre aujourd'hui, dans les conditions de la crise de l'impérialisme français, uniquement l'accent sur des problèmes de type individualiste (rapports familiaux, rapports sentimentaux entre militants etc...), sans les rattacher à la lutte politique d'ensemble, c'est remettre la révolution à plus tard, lorsque ces différentes questions au-



Les contradictions éclatent à l'intérieur de La Cecilia.

ments morts, mais un ensemble de contradictions qu'on peut faire saisir à un point de leur développement. Et ces contradictions, si elles sont importantes, continuent à travailler. Par exemple, le débat entre socialisme utopique et socialisme scientifique a donné lieu à des contradictions qui ne sont pas encore réglées.

En prenant un sujet qui date de 80 ans, on a un peu l'impression que ça immobilise l'histoire.

C'est, au contraire, dans mon optique, pour mettre les problèmes abordés en perspective, pour qu'ils n'apparaissent pas comme des problèmes «nouveaux», «indédits». C'est très important de repenser notre quotidien, nos problèmes immédiats à travers l'histoire. Les débats d'aujourd'hui de cette histoire. L'Histoire est un terrain vivant.

Je ne suis pas d'accord ; l'éloignement dans le temps provoque nécessairement une sorte d'exotisme historique. Mais il est un autre point qui m'a paru faible dans ton film, c'est le fait que tu n'as pas précisé le passé militant de tes personnages. On ne sait pas très bien d'où ils viennent.

Je l'ai précisé, mais d'une certaine façon : en regardant l'origine de classe des personnages, il y a des ouvriers, des paysans, des intellectuels.

J'avoue que je n'ai pas très bien repéré cette différenciation.

C'est très sensible au niveau du langage. Ils ne parlent pas le même italien. Dans la différence entre ces dialectes

desires-tu atteindre avec ce genre de film.

J'ai divisé au départ une catégorie à la fois vaste et réduite, c'est les intellectuels petits bourgeois, c'est les gens dont je fais partie, c'est à ceux-là que je voulais parler d'abord.

Et des débats, tu en as avec les spectateurs ? Quels sont les points de ton film qui les ont accrochés ?

On a organisé des débats, spontanés, informels après la

du spectateur, mais qui aide à la décharger.

Et tes projets ? Tu as sans doute déjà un second film sur le chantier ?

Bien sûr, mais c'est encore trop peu avancé.

Quel en est le sujet ?

Sur l'auto-gestion. Une expérience de coopérative ouvrière. Mais c'est encore trop informel pour que je puisse en parler.



Cécilia (c'est le nom de la communauté) comme une expérience qui tend à démontrer la justesse de ses théories, alors que ses compagnons anarchistes, eux, se sentent pleinement impliqués dans l'échec ou la réussite de la communauté.

Peu à peu, toutes les contradictions qu'ils croyaient avoir laissées derrière eux reparaissent : contradictions avec le monde extérieur (certains compagnons sont obligés d'aller travailler sur des chantiers d'état pour faire vivre la communauté, enrôlement forcé de certains membres dans l'armée), mais surtout contradictions internes. Les

marge» du monde capitaliste, sans avoir, au préalable, détruit de fond en comble le pouvoir de la bourgeoisie et instauré la dictature du prolétariat ? En effet, un jour ou l'autre, la vieille société se venge : c'est le sens de la dernière scène du film où l'officier brésilien vient brutalement réquisitionner les membres de la communauté, pour mettre fin à une rébellion. Parvenu à ce point de l'exposé des contradictions, le film s'arrête net, et nous ne saurons jamais ce qu'ont décidé les anarchistes italiens. C'est que, pour résoudre cette contradiction, (celle qui oppose la communauté à la société brésilienne), il aurait fallu partir d'un autre point de

ront pu être réglées. De plus ce genre de film renforce inévitablement l'image des révolutionnaires que la bourgeoisie veut diffuser auprès des masses : celle de «gauchistes», d'intellectuels coupés de la vie des travailleurs qui se livrent à des «expériences sociales» vouées fatalement à l'échec, impuissants à résoudre leurs propres contradictions internes. Coupé des préoccupations des travailleurs, n'offrant aucune perspective révolutionnaire claire, un tel film ne peut qu'encourager le pessimisme et la résignation. Cinéma politique, certes, cinéma révolutionnaire, sûrement pas.

J.P. BOULOGNE

THÉÂTRE

Amisol : une pièce pour faire connaître une lutte !

Depuis un an, les ouvriers et ouvrières d'Amisol (Clermont-Ferrand) occupent leur usine contre la fermeture et les licenciements. Soumis aux travaux pénibles (fabrication de matelas, travail dans le bruit des métiers à tisser, dans les ateliers où l'amiante est utilisée...), ils ont eu droit à ce dernier «cadeau» du patron ! Un assez grand silence a régné sur cette lutte, l'étouffant tant nationalement que sur la place de Clermont-Ferrand même. Seule ouverture jusqu'alors : le soutien conséquent apporté par la section CGT de l'ANPE de Clermont qui manifesta avec les grévistes d'Amisol pour leur emploi, et des tracts de l'UL-CGT... Aujourd'hui, une arme nouvelle est fournie par la réalisation d'une pièce de théâtre, montée par le Théâtre Permanent de Clermont, en liaison avec les travailleurs de la rue du Pré-la-Reine. Ce montage théâtral accuse nettement Michelin, principal acheteur de la production d'Amisol, et la direction qui a mis la clé sous la porte... On y voit aussi le rôle de la Médecine et de l'Inspection du Travail ; la façon dont les patrons s'en servent pour annuler les acquis du travail syndical, des luttes ouvrières. L'argent touché revient aux travailleurs d'Amisol, qui actuellement ne perçoivent plus que 30 % de leur salaire...

Solidarité avec les «Amisol» en lutte pour leur emploi !
Correspondante Clermont-Ferrand

CHINE: LA LUTTE CONTRE LE DEVIATIONNISME DE DROITE

PARTOUT LA LUTTE DES CLASSES

(3)

Comment se fait-il qu'une société socialiste soit remuée par des conflits aussi fréquents et parfois aussi vifs que les sociétés capitalistes ? Cette permanence de la lutte n'est pas toujours comprise ; beaucoup de camarades attendent avec raison du socialisme la suppression de bien des problèmes rencontrés aujourd'hui ; mais son instauration ne signifie pas la fin des classes, ni la fin des conflits de classes. L'avoir reconnu et en avoir tiré les conséquences constitue justement le grand apport du Parti chinois.

Les mots ont leur importance. Contrairement aux confusions répandues un peu partout, il n'y a pas de pays « communistes », car le communisme, c'est la société sans classe de l'avenir. Il n'y a que des sociétés de classes, bourgeoises ou socialistes. La Chine socialiste, a donné le pouvoir au prolétariat ; mais comme les pays capitalistes ou révisionnistes, elle a une bourgeoisie minoritaire en son sein.

« La République populaire de Chine, dit le premier article de la constitution de 1975, est un Etat socialiste de dictature du prolétariat, dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans ». Elle est une dictature, donc un régime de combat, dirigée par une classe ouvrière minoritaire, laquelle doit rallier autour d'elle les éléments prolétariens de la population, notamment la grande masse des paysans.

Le prolétariat chinois doit lutter contre la bourgeoisie, plus exactement contre deux bourgeoisies qui parfois font cause commune.

La première, c'est celle qui existait avant la prise du pouvoir et avait parfois lié son destin avec celui du Kuomintang. Elle avait pour capital non seulement de l'argent, mais des relations, des connaissances techniques et économiques, des diplômes, le maniement de la parole et de la plume, un quasi monopole dans le domaine de l'art et de la culture. Il fallut du temps pour l'amener à composition et pour l'intégrer au fonctionnement du régime.

"RECONNAITRE L'EXISTENCE DES CLASSES C'EST UNE AFFAIRE DE PRINCIPE" Chou En-lai

Extraits d'un entretien avec William Hinton.

« Dans le développement du socialisme jusqu'à ce jour, si les directeurs d'industries, les comptables, les ingénieurs, les gérants - étendent et consolident leurs privilèges, une nouvelle classe de privilégiés se constituera et ses membres seront précisément ceux qui prennent la voie capitaliste... Ainsi, encore une fois, il nous faut admettre l'existence des classes. Si nous ne combattons pas, on verra surgir les nouveaux éléments bourgeois. Et si nous ne luttons pas contre

la pensée bourgeoise, elle corrompra les rangs de la classe ouvrière. Nous avons donc :

- 1.- Les anciens exploités, toujours autour de nous,
- 2.- les nouvelles forces de la classe bourgeoise,
- 3.- l'influence et la corruption idéologique. Ces dernières, vieilles habitudes, coutumes et manières de voir héritées du passé, sont très répandues.

... Admettre ou ne pas admettre que les classes existent est un point capital. Reconnaître l'existence des classes et la lutte des classes, c'est une question de princi-

pe politique.

Liu Shaochi pensait qu'après les trois grandes transformations (de l'agriculture, de l'industrie et du commerce) la lutte des classes s'éteindrait. C'est une conception réactionnaire. En ce domaine, il n'était pas seul. Chen Pota partageait cette idée. Pendant plus de vingt ans de notre révolution socialiste, la lutte contre ces idées fut très vive. Mais si nous n'admettons pas la lutte des classes, comment orienterons nous notre travail ? Quels seront nos principes directeurs ? (1971)

La seconde, mise en évidence au cours de la dernière décennie - critique de Liu Shaochi et de Lin Piao -, c'est la bourgeoisie qui germe au sein du socialisme. Elle se compose de ceux qui tirent leur profit personnel de leur position dans l'Etat, dans le Parti, qui accumulent les avantages, les privilèges, qui monnayent leur autorité, et vivent sur le dos du peuple. La socialisation des moyens de production prévient la constitution de la bourgeoisie première manière, mais n'empêche nullement à la seconde de naître. On s'en aperçoit, hélas, à considérer l'évolution de l'Europe orientale.

La deuxième bourgeoisie est plus dangereuse que la première. Pour plusieurs raisons faciles à comprendre : on ne se méfie pas d'elle car elle se constitue insensiblement ; elle dispose du pouvoir ; elle se défend

La lutte des classes connaît actuellement en Chine de nouveaux et importants développements. Dix ans après la Révolution Culturelle, les affiches en gros caractères couvrent à nouveau les murs.

L'ami de la Chine qui nous a fait parvenir ce point de vue sur la lutte en cours a séjourné longtemps dans ce pays et à une période assez récente.

habilement, « levant le drapeau rouge pour abattre le drapeau rouge », et endort la méfiance du peuple.

LE PEUPLE ET SES COMPOSANTS

Est-ce à dire que le prolétariat oppose un front uni à cette double bourgeoisie ? Non, et cela complique la lutte.

Il faut opposer l'économie socialiste (les moyens de productions appartiennent à l'Etat) de l'industrie et du commerce, et l'économie collectiviste (les moyens de production appartiennent aux collectivités) de l'agriculture et des activités de quartiers urbains. D'un côté un travail pour la société toute entière et des salaires à peu près fixes ; de l'autre un horizon plus étroit, celui du groupe de travail (équipe ou brigade de production), avec des revenus proportionnels au travail collectif fourni. L'économie collectiviste, faut-il le rappeler, regroupe la grande majorité de la population active avec toute la paysannerie.

A quoi s'ajoutent des catégories intermédiaires : les travailleurs individuels (artisans notamment) installés dans le cadre d'une collectivité ; les intellectuels, dont le travail présente forcément un caractère personnel marqué ; les activités privées subsidiaires autorisées dans les campagnes, etc...

LE POIDS DU PASSE

Mao Tsé-toung, reprenant et prolongeant les analyses de Lénine, a montré combien étroits restaient les liens qui unissaient la Chine socialiste à la Chine de naguère, et par conséquent combien solides restaient les germes de bourgeoisie dans la société d'aujourd'hui : « Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé ».

Ainsi, lorsqu'est changée la propriété des moyens de production, les rapports de production ne sont pas entièrement transfor-

classe s'approfondit et la dictature du prolétariat se consolide.

Lutte de classes et lutte de ligne sont inséparables. Les classes cherchent à s'imposer en imposant leur ligne sur chaque problème déterminé. Pour chaque problème quotidien, il existe deux solutions opposées : l'une à court ou long terme, renforce ce qui reste de bourgeois dans la société socialiste (l'intérêt matériel, les hiérarchies, etc...) et nourrit les tendances révisionnistes ; l'autre au contraire éloigne la société de celle qui l'a précédée, plante les germes d'un monde nouveau, fait progresser les collectifs vers la société sans classes, vers un univers meilleur et plus libre.

LE GRAND PERIL REVISIONNISTE

La dictature prolétarienne chinoise reste menacée par les agents du Kuomintang, les espions soviétiques, les sabotages des propriétaires fonciers. Mais les dommages ainsi causés sont moindres que la dégénérescence du Parti, le « prise de la citadelle par l'intérieur ».

De ceci, l'on peut tirer deux grands enseignements. Le premier, c'est l'incessante poursuite de la lutte que doivent mener les communistes. Les mouvements de rectification sont indispensables pour la définition d'une ligne prolétarienne authentique. Et les Chinois qui continuent de lutter en 1976 sur la voie où ils s'engageaient dès 1942 avec



Les cadres des districts participent au travail collectif.

més du même coup, en particulier l'organisation de la production (division du travail, opposition manuel-intellectuel, système hiérarchique, etc...), le système de répartition (salaire proportionnel au temps de travail et à sa qualification) et d'échanges (la circulation de la monnaie ne permettant pas de tenir compte de l'inégalité des besoins, etc...)

De là vient que les tendances capitalistes et bourgeoises « apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'Etat et autres ».

Et nous voici revenus au débat en cours. Leur vigilance aiguisée par la réflexion théorique, les militants n'ont guère attendu pour déclencher une nouvelle offensive contre « les dirigeants qui, au sein du Parti, s'engagent dans la voie capitaliste et refusent de s'amender ». On peut mesurer le progrès parcouru depuis dix ans, par la rapidité de réactions des masses populaires en premier lieu, et aussi par l'objet même de leur lutte : défendre les acquis de la révolution culturelle, combattre le retour d'un économisme qui prévalut longtemps dans d'importants secteurs de la production. Ainsi, de campagne en campagne, la lutte de

leur premier grand mouvement de rectification, nous montrent qu'il s'agit là d'une mesure nécessaire aussi bien avant la prise du pouvoir qu'après.

Le second profit à retirer, c'est l'élargissement des perspectives de notre combat. Un long chemin nous sépare de l'instauration du socialisme en France. Mais même alors, il faut savoir que cette société en construction restera encore marquée profondément par les tares de la société d'aujourd'hui. Les révisionnistes, en quête de bulletins de vote, offrent partout des garanties aux bourgeois, consolident les hiérarchies, convertissent en monnaie chaque revendication ouvrière. Ils ne craignent pas pour accéder aux ministères de cautionner et propager dans les couches populaires ce droit bourgeois dont la Chine populaire met en évidence les périls et les pièges. Si le Parti chinois offre encore prise à la bourgeoisie plus d'un quart de siècle après la prise du pouvoir, que penser d'un Parti comme le P(C)F qui consolide le capitalisme avant même de remporter des succès aléatoires aux élections ? La « démocratie avancée » s'embourbera dans ses propres fondrières bourgeoises avant que le prolétariat désarçonné ait pu faire un pas vers le socialisme.

Charles DUFOUR

FEMMES

8 mars : journée internationale de lutte des femmes

LES FEMMES EN LUTTE CONTRE LA CRISE

Le 8 mars 1857, les ouvrières américaines en grève manifestent dans les rues de New York malgré la police. Plus tard, Clara Zetkin a proposé au Congrès de l'Internationale que désormais le 8 mars soit dans le monde entier « Journée Internationale des Femmes ». Le 8 mars, c'est une occasion pour les femmes de faire le point. Aujourd'hui, dans la France en crise que nous connaissons, où en sont les luttes des femmes ?

Devant le développement de la crise, la bourgeoisie comptait aussi sur nous, les femmes, pour tirer les luttes en arrière. Le sixième plan ne prévoyait-il pas que les fem-

mes licenciées de leurs entreprises rentreraient sans broncher dans leurs foyers ? Que celles qui cherchaient du travail seraient rapidement découragées ? N'a-t-elle pas tout fait, avec les conditions de vie qu'elle nous impose, pour nous donner le ménage, les enfants comme préoccupation centrale, et nous couper de ce fait de la vie sociale, de la vie politique ?

Mais aujourd'hui, de plus en plus nombreuses, les femmes se dressent. Les contradictions de la société sont tellement aggravées, ce qui était facteur de division et d'oppression devient aujourd'hui facteur d'unité et de révolte.

ELLES NE SE LAISSENT PAS ARRÊTER...

Au cours des luttes, elles surmontent les entraves que la bourgeoisie leur a tout spécialement fabriquées.

Courageusement, elles règlent les difficultés que posent pour quelques unes la garde des enfants, les ennuis familiaux ; dans certaines lut-

tes des solutions collectives sont trouvées ; tous ces problèmes sont remis à leur juste place.

Dans la situation de maturation de la crise politique où nous sommes, les femmes sont aux premiers rangs des luttes. Les plus touchées par le chômage en tant que demandeuses d'emploi, en tant que femmes et mères de chômeurs, angoissées par l'avenir de leurs enfants, en

tant que femmes qui tiennent le budget, elles sont parmi les plus révoltées, les plus acharnées.

Elles jouent un rôle important dans la construction de l'unité populaire, comme les femmes des ouvriers en grève d'Usinor et de la Solmer, qui, décidées, participent au piquet, envahissent les bureaux, et font leur la lutte des ouvriers.

Elles résistent à la répression. A Blaupunkt à Caen, aux AGP à Paris, à Paris-Rhône, elles ne se sont pas laissées démonter par la police. A la Solmer, elles ont résisté à la maîtrise fasciste.

La tactique du gouvernement, qui voudrait se servir des femmes pour diviser la classe ouvrière, est en train d'être mise en échec.

Thérèse Vernet

Les femmes à l'offensive

LES FEMMES EN LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Parmi la première vague de fermetures d'usines, en 75, des usines de femmes ; ce n'est pas un hasard, les usines de biens de consommation demandent une main d'œuvre habile, minutieuse, persévérante... pour tout dire « féminine » ! Dans le textile, dans l'électronique, voilà les luttes des femmes du printemps 75.

Offensives, créatrices, celles d'Everwear entreprennent la fabrication et la vente de couvre-lits ; celles de CIP-Bailleul confectionnent des habits pour les enfants, celles de Buda, des jeans ; celles de Grandin envahissent en masse le bureau de Françoise Giroud, confondue, et d'autres lieux publics ; luttes qui, au départ refusent tout compromis, où le mot d'ordre « pas de licenciements » va à l'encontre de celui des confédérations syndicales ; luttes où, au départ, la participation des femmes est massive.

Ces luttes de femmes ont surpris la bourgeoisie, qui a décidé de mettre à l'étude « les problèmes posés par le travail et l'emploi des femmes » et qui, encore aujourd'hui, essaie de trouver des solutions pour les faire rentrer sans opposition au foyer, en proposant, sans qu'il lui en coûte, la certitude de la réembauche dans les boîtes,

après une absence de deux ans pour élever un enfant, ou bien même une légère augmentation de l'allocation de salaire unique, véritable allocation de chômage camouflée.

Mais ce n'est pas ce qui arrêtera les luttes des femmes. Celles de Fougères, en Bretagne, sont bien décidées à aller jusqu'au bout, avec tous les autres travailleurs de la chaussure, pour sauvegarder l'emploi de tous dans la région.

CHÔMAGE D'UNE PART ; AUGMENTATION DES CARENTENES DE L'AUTRE ET BAS SALAIRES...

Un très grand nombre de femmes sont au SMIC, sans qualification, attachées à des travaux d'OS ; le patronat profite largement de leurs qualités ; leurs conditions de travail sont aggravées encore par la crise, et les salaires, de fait, sont de plus en plus bas ; c'est chez Poron, à Châtillon-sur-Seine, où elles ont lutté contre les cadences et pour de meilleurs salaires, c'est Paris-Rhône, à Lyon, où elles demandaient une augmentation uniforme de 250 Francs, c'est la CEPEM-Thermor, à Orléans, les Blanchisseries Elis à Pantin. Pas seulement des femmes de la classe ouvrière, mais aussi les employées des assurances (les AGP à Paris), des crèches, des hôpitaux...

EN 1869, 8 000 OUVRIÈRES LYONNAISES SE METTENT EN GRÈVE ET ADHÈRENT À LA PREMIÈRE INTERNATIONALE



Au début de ce siècle, les cribieuses de charbon.

Elles étaient 8 000 ovalistes. Qui sont-elles donc ? Des ouvrières lyonnaises, des ovalistes, dont le travail consistait à mettre en échveau la soie arrivant à la filature. Elle ne gagnait qu'un franc quarante pour une journée de 14 heures. Avec ce salaire dérisoire - la moitié de celui d'un homme - elles pouvaient à peine se nourrir et devaient accepter le taudis dont les gratifiait le patron pour les avoir davantage à sa merci.

« NOUS FERONS GRÈVE »

Elle commencent par une démarche légale : le 21 juin 1869, elles demandent au préfet d'arbitrer le conflit. Elles précisent toutefois qu'en cas de non-satisfaction de leurs revendications, elles se verraient forcées « de quitter leur travail à leur grand regret »...

Mais le préfet fait la sourde oreille. Alors, le 25 juin, elles descendent dans la rue et proclament leur décision de faire grève.

« EXPULSÉES, ARRÊTÉES... »

Pour briser le mouvement, certains patrons exercent un chantage : « reprenez le travail ou vous serez expulsées ». « Qu'à cela ne tienne ». Elles ont préféré sortir leurs vêtements et quitter le logement qu'elles avaient jusqu'à ce jour dans la maison des patrons.

La grève se poursuit et s'étend à toute la corporation, largement soutenue par des souscriptions.

Alors, le 4 juillet, c'est le préfet qui va tenter de casser la grève par un arrêté interdisant tout soutien financier aux ovalistes. Plusieurs arrestations essaient d'intimider les grévistes.

En vain, le mouvement se poursuit.

Et dès la mi-juillet, les ovalistes décident d'adhérer massivement à l'Association Internationale des Travailleurs (créée à Londres 5 ans plus tôt).

Un appel de soutien est lancé à toutes les sections : des subsides arrivent de province, de l'étranger.

UNE GRÈVE VICTORIEUSE

Devant la résolution de ces femmes et le blocage de la production, les patrons soyeux commencèrent à céder.

Fin juillet, après un mois de lutte vraiment héroïque, la grève se terminait victorieusement.

Anais Rouard

APPEL AUX OUVRIÈRES LYONNAISES OVALISTES AUX FEMMES DE MINEURS DU CREUSOT (13 avril 1870)

LORS DE LA GRÈVE DES MINEURS CONTRE LE TOUT-PUISSANT SCHNEIDER

«Citoyennes,

Votre attitude ferme et énergique, en face des insolentes provocations de la féodalité du jour, est vivement appréciée par les travailleurs de tous les pays, et nous, nous éprouvons le besoin de vous adresser nos félicitations.

Ne faiblissez pas, citoyennes ; montrez à cette aristocratie impudente et rapace que les exploités, aujourd'hui unis et solidaires, ne se laisseront plus intimider par ses odieux procédés ; on peut, encore aujourd'hui, les affamer, les emprisonner, mais non pas les dompter, car ils savent que la dernière victoire leur appartient.

Ce jour-là, les oppresseurs de toutes races auront accumulé tant de griefs, soulevé tant d'indignation, que, sans être prophète, on peut prévoir une éclatante revanche.

Et cependant, nos gouvernants pouvaient parer à ces éventualités, en acceptant les réformes sociales et économiques, à mesure qu'elles s'imposaient. Mais non ! Pour régler les différends entre les exploités et les exploités, entre les parasites et les producteurs, l'empire n'a rien trouvé de mieux que le chassepot, qu'il vient de mettre à la disposition de la classe des capitalistes, sa complice et son alliée, et celle-ci, derrière un rempart de 800 000 poitrines de soldats, jette insolamment le défi au monde travailleur !

Eh bien ! Le défi est relevé, la guerre est désormais déclarée et elle ne cessera que le jour où le prolétariat sera vainqueur, où les mineurs pourront dire : à nous les mines ! les cultivateurs ; à nous

la terre, et les ouvriers de tous les métiers : à nous l'atelier !

Vous le voyez, amies, cette lutte que vous soutenez si vaillamment, n'est que la première phase d'une révolution économique et sociale gigantesque, dont l'histoire n'offre aucun exemple, car sa devise est : plus d'exploiteur, rien que des travailleurs !

Permettez-nous un conseil, citoyennes : vous êtes énergiques, n'oubliez pas que vous êtes filles du peuple, mères de famille. Parlez le langage de la vérité aux soldats qui vous entourent, victimes du malheur, courbés comme vous sous le joug du despotisme. Dites à ces malheureux enfants du peuple, que ces hommes qu'ils ont l'ordre de poursuivre, ne sont pas, comme on le leur fait entendre, des fauteurs de troubles, gens suspects, soudoyés par un parti politique quelconque, mais bien vos pères, vos frères, vos époux, vos amis, d'honnêtes citoyens, leurs frères dans l'ordre social, et n'ayant commis d'autres crimes que celui de revendiquer le droit le plus sacré de l'homme, celui de vivre en travaillant. De telles paroles, soyez-en certaines, les impressionneront, les feront réfléchir sur le triste rôle qu'on leur impose vis-à-vis de vous, et si vous parvenez à gagner à la cause des opprimés, qui est la leur, les cinq mille soldats campés au Creusot, vous aurez bien mérité du prolétariat.

Et maintenant citoyennes, en attendant le triomphe de la cause des travailleurs, nous vous serrons fraternellement les mains et vous crions : courage et espoir».





APRÈS SA GRÈVE DE LA FAIM

PAPINSKI S'EXPLIQUE

On a beaucoup parlé de l'affaire «Papinski» : comme chaque fois dans ces cas-là, les calomnies et les ragots les plus vulgaires ont circulé contre la victime même de la répression.

La réalité, c'est que Jacques Papinski, 51 ans, a été visité en 1966, en cours d'anglais, par un inspecteur qui ne connaissait rien à cette langue et qui s'est ensuite permis de le retrograder dans le primaire.

Papinski ne cherche pas à se mettre en avant : il n'a pas besoin de

cela : sa lutte est exemplaire à plus d'un titre.

● Parce qu'elle a bénéficié, dès le début du soutien unanime de ses élèves, parce qu'elle a mobilisé très largement de la population de la petite ville d'Homécourt.

● Parce qu'elle a résisté et qu'elle résiste aux multiples pressions d'un syndicalisme enseignant plus soucieux d'intérêts égoïstes, mesquins de caste, que de l'intérêt des élèves et des masses populaires.

● Parce qu'ainsi elle a posé en termes nets le véritable problème de la lutte contre l'école capitaliste : l'unité entre travailleurs, professeurs et élèves.

Aujourd'hui, après de premières victoires, Papinski continue sa lutte sous des formes nouvelles.

Nous autres, jeunes révolutionnaires, nous sommes avec lui, jusqu'à la victoire.

Jean-François VITTE

— Le Quotidien du Peuple : Tu as déjà remporté plusieurs victoires : ta radiation de l'enseignement a été rapportée, aucun arriéré ne te sera exigé, l'expulsion du logement que tu occupais a été annulée. Aujourd'hui, enfin, tu es amnistié pour le pamphlet que tu as publié en 74. Alors, quelle est aujourd'hui ta situation exactement ?

— Jacques Papinski : Ma situation est paradoxale parce que je suis amnistié, mais les sanctions ne sont pas levées. Il reste à obtenir mon retour à la situation de 66 par l'annulation de l'inspection réalisée par cet inspecteur non angliciste.

Jusqu'à présent, aucune proposition officielle ne m'a été faite. Je n'ai qu'une lettre d'un conseiller technique du ministre qui est vague et dit qu'il ne peut pas me donner satisfaction sur ce que j'ai demandé et qui veut me recaser ailleurs. Pas de nouvelles depuis. Tous les bruits qui peuvent circuler sur cette question sont sans fondements.

— QdP : Il est bien clair cependant qu'il n'est pas possible d'en rester là. Comment la lutte va-t-elle se poursuivre ?

— J.P. : La première partie de la lutte a été gagnée par la grève de la faim puisque j'ai obtenu d'abord l'amnistie pour le pamphlet et deuxièmement une sensibilisation de l'opinion publique.

Alors maintenant, je vais profiter justement de cette «célébrité», pour faire un tour de France et alerter non seulement les enseignants, mais les travailleurs et les étudiants sur l'arbitraire qui règne en France, surtout sur la privation du droit d'expression.

— QdP : As-tu déjà tiré quelques conclusions de cette première partie de la bataille ?

— J.P. : La première chose qui a été mise à jour, c'est la peur qui existe chez un certain nombre d'enseignants. Peur de l'inspecteur, peur de la hiérarchie. J'ai bouleversé un peu cela en montrant bien à cet inspecteur que je le méprisais. C'est là qu'on a vu une deuxième chose : alors que je m'attaquais un peu, non plus à un seul homme, mais à tous les inspecteurs, cela m'a valu une promotion au choix en janvier 74. Ça, c'est plutôt le rôle de la carotte, après les menaces.

Ce qui est apparu aussi, c'est la division ou l'envie entre les profs : parmi même des agrégés, certains m'auraient mal vu réintégré à un poste où je pourrais les égaler en travail. Certains me verraient réintégré comme instituteur même sans aller au-delà. Dans le milieu même du primaire, j'ai eu une hostilité de la part de certains instituteurs. Il faut dire que l'académie a largement fait pression sur eux ; elle les a menacés pour leur carrière, en disant que tout cela retomberait sur eux.

Enfin, ce qui a été frappant aussi, c'est que le pamphlet n'a pas toujours été compris des enseignants, alors qu'il était compris des ouvriers, des travailleurs, parce que je parlais dedans de leurs problèmes, dans leur langage. Eux appréciaient mieux la franchise et la sincérité, parce qu'il mettait sur la table leurs problèmes, leur vie.

— QdP : C'est donc la nature même des rapports, au sein de cette école qui est en cause ?

— J.P. : Tout à fait, je crois que les instituteurs sont là pour faire rentrer les instituteurs dans une espèce de couloir qu'il faut suivre sans discuter, et les enseignants répercutent cela eux-mêmes sur les élèves.

Si j'ai été sanctionné, c'est bien parce que je procédais autrement : quand je faisais un cours par exemple sur l'Afrique où j'ai séjourné, ce qui m'intéressait, c'était surtout de montrer comment vivent les gens là bas, leurs problèmes, la réalité. Dans l'école actuelle, au contraire, on retrouve toute l'hyprocrisie de la société d'aujourd'hui. Quand un gars accepte d'être inspecteur, il accepte délibérément d'être au service du pouvoir, de faire marcher les professeurs au pas...

— QdP : Dans cette affaire, le Syndicat National des Instituteurs t'a attaqué et le Syndicat Général de l'Éducation Nationale (CFDT) au plan national t'a soutenu plus que mollement. Pourquoi ?

— J.P. : Le SNI a tout fait pour m'écraser, parce que je m'attaquais à la hiérarchie actuelle. Or, ce syndicat la défend avec vigueur parce que pas mal de ses délégués ont un pied dedans. Ils sont pour ainsi dire directeurs d'école assez souvent, ils bénéficient en tout cas de pas mal d'avantages.

Pour le SGEN, c'est vrai qu'après la révocation, il a eu une attitude plutôt timorée. Il a fallu que j'entame la grève de la faim pour voir arriver une motion, au plan national. Maintenant, les éléments de base sont, eux, décidés à lutter pour ma cause : c'est nous qui les avons informés, et s'ils prennent le relais maintenant, ils le font indépendamment ou sans l'assentiment du SGEN national.

L'opposition du SNI, les réticences du SGEN, en fait, c'est pour obéir à un certain ordre politique, celui du Parti Socialiste en l'occurrence ; D'Homécourt à Nancy, jusqu'à Rocard, de ce côté-là, on s'est évidemment prononcé contre moi.

— QdP : Tu as bénéficié d'un soutien populaire très important : peux-tu le décrire ?

— J.P. : Au début, évidemment, je n'étais pas très à l'aise de la façon dont peut s'engager ce genre de lutte. J'ai donc contacté des parents d'élèves. Une mère de famille a fait une pétition qui a recueilli 31 signatures de parents sur 31, l'unanimité donc.

On a donc fait des réunions, et tous les travailleurs, y compris ceux de l'usine, ont été sensibles à l'injustice dont j'avais été victime. Au départ, des ouvriers, des commerçants, mais assez peu d'enseignants, plus d'ouvriers que d'enseignants. La première réaction des ouvriers, ça a été : «Mais que font vos syndicats ? Parce que nous, quand dans une équipe il y a une affaire, aussitôt toute l'équipe fait bloc, et le syndicat est obligé de marcher». Quand on leur a décrit l'attitude de nos syndicats, ils étaient soufflés évidemment.

On a commencé à sensibiliser l'opinion par des tracts, du porte à porte, des pétitions.

Les postiers d'Homécourt ont tenu à signer une pétition séparée pour me soutenir. Ça a très bien marché. Ce qui a été remarquable au comité de soutien, c'est que des propositions venaient de partout : en réunion, on votait et ça passait dans la pratique. C'est ainsi qu'on a loué un car et qu'on est venu à Paris, sur proposition du père d'un élève, pour mettre à l'épreuve le libéralisme giscardien.

Au mois d'octobre, on a eu une réunion mémorable parce que la mairie P«C»F voulait

les parents d'élèves. J'étais invité, j'invitais les gens aussi. C'est cet échange là qui est nécessaire. Il faut prospecter auprès des parents d'élèves, se montrer disponible, être capable d'écouter les critiques, les conseils en même temps. Un gosse, on le connaît bien sûr, mais il faut voir la famille, voir de quel milieu il est, quels sont les besoins. Il faut laisser au vestiaire sa carcasse de faux intellectuel ; ce que je faisais, c'est parler avec le père, de son métier et ensuite seulement, on pouvait discuter du mien. Je parlais des conditions de travail à l'usine, des



Papinski, la grève de la faim est finie mais le combat continue

me retirer mon logement : on a décidé d'abord qu'il y aurait un commando à la mairie, pour garder l'appartement, deuxièmement un commando à la perception contre les arriérés qu'on me réclamait, et troisièmement qu'il serait collecté chaque mois une somme qui m'aiderait à rester à Homécourt jusqu'à la réintégration. C'est à noter dans les annales que des travailleurs se privaient et donnaient ce qu'ils pouvaient pour qu'un prof puisse continuer.

Le comité de soutien est à la base de tout ce qui se passe aujourd'hui : c'est lui qui a tout lancé, les télégrammes, qui a fait des actions pour débloquent l'information. Il a quand même fait défiler 300 personnes dans Homécourt, après le démarrage de ma grève de la faim, ce qui ne s'était pas vu depuis la libération. Quand le P«C»F fait des mobilisations, il ne fait pas ça, et encore il frète des autobus qui viennent de partout. Tiens, j'ai assisté à l'inauguration de la rue Maurice Thorez, il y avait peut-être 25, 30 personnes encombrant les curieux encore !

Aujourd'hui, la reconnaissance des personnalités célèbres va aider la lutte. Si on en est arrivé là, c'est grâce au comité d'Homécourt. Maintenant, d'autres vont prendre la relève.

— QdP : Comment est-il possible, à partir de ton expérience, d'associer les travailleurs, des ouvriers, des ménagères, à la lutte dans le domaine de l'éducation ?

— J.P. : A Homécourt, ce qui a favorisé le soutien, c'est les contacts que j'avais avec

problèmes de santé, etc... Ce qu'il faut, c'est une modification totale, radicale du comportement de l'enseignant. Il faut qu'il se mette à la disposition des autres.

Il faut aussi qu'il se découvre : moi j'ai montré mes feuilles de paye, la correspondance avec le ministère. J'ai parlé de la façon que j'employais pour faire mon travail.

Il y a trop d'enseignants qui veulent garder le masque, qui refusent le contact avec les parents, autrement que pour dire «Votre fils, il est mauvais». Ils ont une attitude méprisante en fin de compte.

L'école est un véritable ghetto : il faut que les enseignants se transforment pour le briser, pour poser aux travailleurs les problèmes qu'eux seuls en fin de compte peuvent résoudre.

Conférence de presse de Jacques Papinski

à Paris - Mercredi 10 mars à 12 H
44, rue de Rennes
Métro Saint Germain des Prés
avec le soutien du Syndicat de la Magistrature et de très nombreuses personnalités.

LA VIE DU JOURNAL

FAIRE CONNAÎTRE LARGEMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Vous êtes nombreux à demander des affiches pour faire connaître le Quotidien du Peuple plus largement.

Des lecteurs de Pau écrivent : « Pour faire connaître le Quotidien, il faudrait du matériel, mais il ne nous reste plus rien. Avez-vous des affiches, des bandeaux...? Si oui, faites nous en parvenir, régulièrement, car les premières affiches sont recouvertes... »

Désormais, chaque semaine, vous pouvez disposer d'affiches présentant les grands reportages et dossiers. Cette semaine « Les Palestiniens répondent à nos questions, et l'enquête sur « ce qu'on fait manger aux Français ». Passez dès aujourd'hui vos commandes pour les affiches des semaines à venir !

LES PALESTINIENS REPONDENT A VOS QUESTIONS

en direct avec les dirigeants
du FATH, FPLP, FDPLP...

**le quotidien
du peuple**

• AU CŒUR DES USINES ET DES
CAMPAGNES. LA PAROLE A CEUX
QUI LUTTENT

• contre la politique de crise, la dénonciation des plans
de la bourgeoisie et de ses alliés

• à Lisbonne, à Madrid, au Sahara...

AUX CÔTÉS DES PEUPLES EN LUTTE DANS LE MONDE

et en FEUILLETON, le témoignage historique d'Edgar SNOW

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

la longue marche du peuple chinois vers sa libération

et notre enquête sur la France quotidienne

**CE QU'ON FAIT MANGER
AUX FRANÇAIS**

LES LUTTES OUVRIÈRES DANS LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

La page des «lutttes ouvrières» est beaucoup lue : on y trouve des informations qu'on ne trouve pas ailleurs, elles nous permettent d'avoir une vue d'ensemble. Cependant on a l'impression d'avoir une série de luttes «à la chaîne», sans analyse profonde, sans perspective révolutionnaire. Les luttes sont seulement retracées.

Exemple de Lip où le problème était bien posé : il était discuté par les ouvriers, par la radio...et grâce aux articles, nous étions bien armés. Mais actuellement, quelles sont les réactions des gars, leurs perspectives ?

On ressent également la nécessité de faire des synthèses dans le domaine des luttes (ex. de la sidérurgie, le 13ème arrondissement-Paris).



Au niveau des luttes, le manque s'est fait ressentir au niveau de ce qui se passe dans les boîtes, lorsqu'il n'y a pas de «lutte algèbre», quel est le rôle du syndicat, ses perspectives, l'OSR, son action, le bilan d'une lutte, les perspectives des ouvriers...

Cette page doit servir aux camarades pour développer les luttes dans leurs boîtes, où la nécessité de donner des perspectives claires, de préciser comment les ouvriers s'arment.

M.B. Grenoble

Camarades,

Dans vos critiques, vous soulignez des problèmes qui freinent l'amélioration de cette page actuellement.

Trop souvent encore, il est vrai, les combats que mène la classe ouvrière et d'autres travailleurs sont retracés de manière insuffisante : les revendications une fois posées, la lutte n'est abordée que dans ses grandes phases et trop souvent aussi, conclue abruptement (sur le rôle du révisionnisme et les perspectives...). Alors pourquoi cela et comment rectifie-t-on aujourd'hui ? D'une part, est en cause l'attention portée à des luttes dont l'ampleur ou la richesse politique a pu être sous-estimée. D'autre part, essentiellement, c'est une question de point de vue politique à consolider. Il ne suffit pas de tenir notre rôle informatif, ni même —grâce aux correspondances ouvrières— de construire notre propre actualité («qu'on ne trouve pas ailleurs») C'est d'un point de vue d'ensemble, communiste donc, qu'ont besoin les camarades lecteurs (en témoignent non seulement votre lettre mais celle de Lyon 3è, Valenciennes et d'autres encore)...

Pour cela, nous nous attachons à plusieurs avancées :

-D'abord, ne pas se contenter de passer des articles qui retracent d'une manière descriptive les luttes mais mettre en valeur certains éléments (par un titre choisi, une photo, la mise en page et surtout en posant des questions politiques sur le déroulement des faits...), comme pour *Neuves-Maisons*...

-Ensuite, faire entrer dans cette page la totalité de la vie des travailleurs, de ce qui forge la conscience ouvrière. Ainsi, pour nous, la visite des enfants de grévistes à *Fougères* et leurs réflexions est un fait politique digne d'intérêt.

-Tirer des bilans, des éléments de réflexion sur les luttes significatives (comme pour *Thermor* ou la page *Parisien Libéré* sur le rôle du PCF) ou des points réguliers sur les problèmes d'action en cours (article «Fonction Publique» de ce début de semaine).

-Faire régulièrement le point sur l'avancée des contradictions dans les syndicats : préparation du congrès CFDT, bilan du congrès

UGFF-CGT, polémique ouverte autour de Lip et Neuschwander, problème du Front Syndical à Fougères...

Or sur ces points, inspirés de la lutte pour un meilleur Quotidien, de vos critiques...les résultats sont inégaux. Pour un article répondant à votre attente, à notre souci d'avancée politique, il y en a bien trop encore qui ne restituent pas pleinement la richesse politique d'un sujet ou trop tardivement (sur *Solmer*, c'est le cas).

Il est vrai que nous avons insuffisamment d'ouverture à la lutte «au quotidien» : réflexions ouvrières sur le vif face à l'actualité, bataille de tous les jours à l'entreprise contre les idées fausses, expériences syndicales ou autres en dehors des temps de «lutttes grévistes», et tous les problèmes de «peuple au quotidien» qu'il s'agit de reprendre et développer.

C'est en rectifiant sur ces points sans doute que nous nous efforcerons de contribuer à faire vraiment le «Quotidien du Peuple».

Stéphane RAYNAL

COMMUNIQUÉS

Une trentaine d'élèves de l'INA et de l'ESIPTA organisent, durant le SIMA, une semaine paysanne. Il s'agit, parallèlement au salon de l'agriculture, d'une série de débats et de rencontres sur des thèmes à orientation économique et sociale, ceci avec la participation active d'agriculteurs. L'objectif est double :

- permettre aux agriculteurs qui viennent à Paris pour le Salon, d'échanger leurs expériences et de discuter de leurs problèmes,
- donner aux étudiants une occasion de rencontre avec des agriculteurs.

Chaque soirée sera centrée sur un thème particulier, illustré par un film, un montage audiovisuel ou un témoignage concret, suivi d'un débat.

Programme des soirées :

- DIMANCHE 7 MARS : Les problèmes fonciers
- LUNDI 8 MARS : La qualité des produits alimentaires
- MARDI 9 MARS : Les salariés agricoles
- MERCREDI 10 MARS : Organisation du travail - L'agriculture de groupe
- JEUDI 11 MARS : Intégration de l'agriculture au secteur agro-alimentaire
- VENDREDI 12 MARS : L'expression des revendications paysannes
- SAMEDI 13 MARS : Les femmes dans l'agriculture.

Les soirées commenceront à 20h. (sauf pour le samedi 13 mars) à l'adresse suivante :

I.N.O.D.E.P.
34 Avenue Reille - 75014 PARIS
Métro Glacière -
Autobus : Petite ceinture - Station : Cité Universitaire

La dernière rencontre (les femmes dans l'agriculture), aura lieu en continu, le Samedi 13 mars, de 14 h. à 18 h., dans une salle située dans l'enceinte même du salon. L'entrée est libre et gratuite.

Besançon LE PCF ET LES RG

Je suis allée à une réunion de préparation des élections cantonales sur mon quartier : réunion de la candidate du PCF. Il y avait environ 15 personnes. (Surtout des gens du PCF). La candidate a fait son petit speech :

- développant amplement les actions qui avaient été faites sur le quartier par le PCF.

- critiquant longuement les autres candidats qui se présentaient sur le quartier et bien sûr, reliant tout cela au programme commun, gouvernement de gauche qui défendrait alors les travailleurs. Puis elle finit en appelant à voter B.C....., votez «Communiste».

Et le débat commence : - un gars au milieu de la petite assemblée commence : «je vais peut être surprendre ou déplaire à certaines personnes mais pour ma part, je suis fonctionnaire et fonctionnaire dans les renseignements généraux». Surprise des gens, on bouge, on se regarde, on sourit.

mais le gars sur un ton rieur, ajoute tout de suite : «mais je ne suis pas mandaté pour ce soir, je suis venue pour poser une question personnellement : qu'est ce que vous feriez de la police dans un gouvernement de gauche ?». Réponse de la candidate : «ça vous intéresse, vous avez peur de vous faire laurder ? Je crois que je peux vous répondre».

Et le débat s'engage au sujet de la police : les écoutes téléphoniques, les CRS, le rôle des RG. Je suis restée jusqu'à la fin pour voir comment ça allait continuer. Mais c'est incroyable ce qui s'est passé.

D'abord, le fait qu'on laisse le RG parler, qu'on le laisse dans la salle, et ensuite qu'on parle avec lui, sur un ton amical. Ça m'a vraiment étonnée. Pour ma part, je ne suis pas intervenue parce que je me suis dit que c'était peut être une nouvelle tactique des RG, se présenter comme tel et par là, déclencher des réactions et voir qui sont les gens, pour mieux les fichier. Bref, ce n'est pas croyable. Mais ce fait là est à dénoncer fortement pour vraiment montrer ce dont sont capables ces «communistes» du PCF

Corr. Besançon



Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
Imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

LE DIVORCE (3)

Interview de Monique Antoine et Marie-Claire Picard, avocates au Mouvement d'Action Judiciaire.

Alors que le 8 mars approche, la Journée Internationale de lutte des Femmes, il est temps de commencer à faire le bilan des lois de Giscard sur la famille.

Question : La réforme de la loi sur le divorce, entraîne-t-elle d'importantes modifications par rapport à ce qui existait précédemment ?

LE POUVOIR DU JUGE EST RENFORCÉ

Réponse : Cette loi est entrée en vigueur depuis trop peu de temps pour qu'on puisse apprécier les conséquences qu'elle aura vraiment. Mais on peut malgré tout voir que les mesures prises sont très

limitées. Dans le divorce par consentement mutuel, par exemple, il faut que les époux soient d'accord sur toutes les mesures provisoires en présentant leur requête au juge (garde des enfants, pension, partage de la communauté...). Or on sait bien que si un couple veut divorcer, c'est parce que les deux époux ne s'entendent plus. Comment dans ces conditions arriver à être d'accord sur tant de choses aussi importantes ? Cette solution ne peut être valable que pour très peu de personnes. Et encore, on peut avoir des surprises car les créanciers ont le droit de s'adresser indifféremment à l'un ou à l'autre époux pour régler les dettes : il ne faut pas oublier que la majorité des familles achètent à crédit.

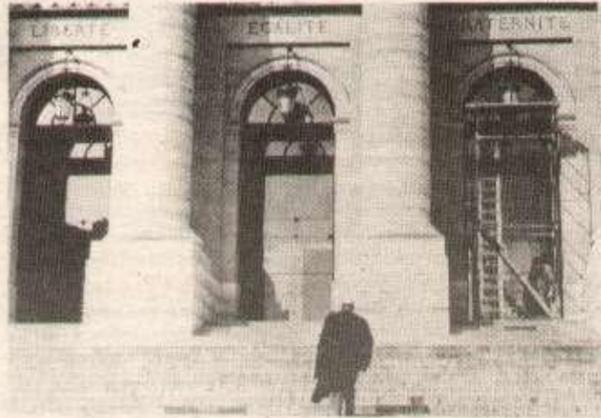
Enfin, et c'est le plus important, le pouvoir du juge s'est considérablement étendu : s'il estime que les deux époux n'ont pas de raison valable de demander le divorce, si les

mesures prises en commun ne lui paraissent pas correctes, il peut intervenir et faire trainer en longueur la procédure et même refuser d'accorder le

R. : C'est plutôt rare. Les époux subissent toujours des pressions. Il y a celle de l'avocat par exemple qui préférerait régler l'affaire avec ses confrères,

choisir à la place de son client, selon ses idées. La femme est particulièrement vulnérable, on essaye toujours de la culpabiliser.

Mais, le plus grave, c'est que la plupart du temps, elle dépend de son mari financièrement. Même si elle travaille, son salaire est bien souvent insuffisant pour élever les enfants, ce dont le mari profite pour réclamer la garde en expliquant qu'avec lui ils ne manqueront de rien. Le soi-disant libre-choix de la mère est, en fait, directement fonction de sa situation économique.



divorce. Tout dépend en dernier ressort de sa décision qui va nécessairement dans le sens du renforcement du modèle de la famille bourgeoise.

Q. : Le consentement mutuel existe-t-il vraiment ?

Toutes dans la rue
samedi 6 mars à 15 heures
de la place de la République à la place des Fêtes

Coordination région parisienne des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, de lycées, de facultés.

permanence
MLAC-DIVORCE
Cité Fleurie, 65 bd Arago
Paris - 13^e
le samedi de 14 à 16 Heures

TELEVISION

Programme SAMEDI 6 MARS

TF 1	
14 h 35	Samedi est à vous
15 h 50	Rugby : FRANCE-GALLES
18 h 35	NOUNOURS
18 h 40	Six minutes pour vous défendre
18 h 50	Magazine automoto
19 h 20	Actualités régionales
19 h 45	La vie des animaux
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	Numéro 1 : Thierry le Luron
21 h 30	GRAND-PÈRE VIKING - feuilleton
22 h 20	Patinage artistique
23 h 05	JOURNAL
A 2	
14 h 05	Samedi dans un fauteuil
14 h 55	Spécial Rugby
18 h 55	Des chiffres et des lettres
19 h 20	Actualités Régionales
19 h 45	Y'a un truc - jeu
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	Messieurs les jurés «L'Affaire Cleurie»
22 h 20	Dix de der
23 h 35	JOURNAL
FR 3	
18 h 25	Emission Alsacienne
19 h 00	Pour les jeunes
19 h 20	Actualités régionales
19 h 40	Un homme, un événement : le conseiller général
19 h 55	Flash JOURNAL
20 h 00	Festival d'Avoriaz
20 h 30	«UN OTAGE»
22 h 25	JOURNAL

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé :

E. Snow poursuit le récit de sa rencontre avec les responsables de l'Armée Rouge.

36ème épisode

UNE CHOSE M'INTRIGUA

Les pertes parmi les chefs de l'Armée rouge étaient très élevées. Il était de coutume pour les officiers jusqu'au rang de commandant de régiment d'aller au combat au coude à coude avec leurs hommes. Joe Stilwell (1) me dit une fois qu'une seule chose pouvait expliquer la force combative des Rouges contre un ennemi possédant des ressources considérablement supérieures. C'est l'habitude des officiers de dire : «Venez, les gars !» au lieu de : «Allez-y, les gars !» Pendant les Premières et Deuxième Campagnes «d'annihilation finale» de Nankin, les pertes en officiers rouges atteignaient souvent 50%. Mais l'Armée rouge ne pouvait pas supporter de tels sacrifices, et elle adopta plus tard une tactique tendant à réduire quelque peu les risques pour les officiers expérimentés. Malgré cela, au cours de la Cinquième Campagne, les pertes furent encore en moyenne de 23% de la totalité des cadres. Les témoignages en étaient abondamment visibles dans les districts rouges. Un spectacle courant était celui de jeunes gens n'ayant guère dépassé vingt ans et à qui manquait un bras ou une jambe ou des doigts, ou avec une vilaine blessure affectant la tête ou le squelette, et qui n'en conservaient pas moins leur bonne humeur et leur optimisme au sujet de la révolution.

Presque toutes les provinces de Chine étaient représentées au sein des différentes armées rouges. En ce sens, elles étaient probablement les seules armées chinoises vraiment nationales. C'étaient aussi celles qui avaient fait le plus de chemin ! Leurs anciens cadres avaient traversé dix-huit provinces, au moins en partie. Ils en savaient plus en matière de géographie de la Chine, que n'importe quelle autre armée. Pendant la Longue Marche, ils s'aperçurent que les vieilles cartes chinoises étaient pour la plupart complètement inutilisables, et les cartographes rouges refirent la topographie de vastes territoires, particulièrement ceux des peuplades aborigènes et des marches occidentales.

Une chose m'intrigua. Comment les Rouges arrivaient-ils à nourrir, vêtir et équiper leurs armées ? Comme beaucoup d'autres personnes, je présumais qu'elles devaient vivre entièrement de pillage. Ainsi que je l'ai déjà montré, je découvris que c'était faux, car je constatai que dès l'occupation d'un district, les Rouges y entreprenaient la construction d'une économie se suffisant à elle-même et qui lui fût propre, et ce seul fait leur permettait de tenir une base en dépit du blocus ennemi. Je ne m'étais pas non plus rendu compte, sur quelle somme incroyablement faible il était possible à une armée prolétarienne chinoise de subsister.

Pour commencer, les Rouges n'avaient pratiquement aucune production d'armements ; l'ennemi était leur principale source de ravitaillement. Ils appelaient les troupes du Kuomintang leurs «convoyeurs de munitions». Ils affirmaient avoir pris à l'ennemi plus de 80% de leurs fusils et plus de 70% de leurs munitions. Si on a peine à le croire, je puis témoigner du fait que les troupes régulières que j'ai vues étaient équipées de mitrailleuses, de fusils, de fusils automatiques, de Mausers et de canons de montagne britanniques, tchécoslovaques, allemands et américains, armes qui ont été vendues en grandes quantités au gouvernement de Nankin (2).

LE BUDGET DE L'ARMÉE ROUGE

C'était un fait que les Rouges n'avaient ni fonctionnaires ni généraux grassement payés et concussionnaires, personnages qui dans les autres armées absorbaient la plus grosse partie du trésor de guerre. La plus grande frugalité imaginable s'exerçait à la fois dans l'armée et dans les soviets. En fait, à peu près le seul fardeau que l'armée faisait peser sur la population tenait à la nécessité

de la nourrir et de la vêtir.

En réalité, comme je l'ai dit, l'entier budget des soviets du Nord-ouest occupant un territoire de la taille approximative de l'Angleterre, n'était que de 320 000 yuan par mois ! De cette somme incroyable, près de 60% allaient à l'entretien des forces armées. Le vieux Lin P'o-tchou, commissaire aux Finances, s'excusait de cette proportion, mais disait qu'elle était «inévitabile aussi longtemps que la révolution ne serait pas consolidée» ! Les forces armées se chiffraient alors à environ 40 000 hommes (sans compter les unités auxiliaires). C'était avant l'arrivée au Kansou des 2^e et 4^e Armées de campagne, arrivée qui donna le signal d'une grande expansion des territoires rouges et qui porta le nombre des forces rouges régulières dans le Nord-ouest à un total de près de 90 000 hommes.

Voilà pour les statistiques. Mais si l'on veut réellement comprendre comment les communistes chinois ont survécu à tant d'années d'épreuves, il faut avoir un aperçu de leur génie intime, de leur moral et de leur volonté de lutte, et de leurs méthodes d'entraînement et, ce qui est peut-être plus important encore, de leur direction politique et militaire.

Ainsi, quelle sorte d'homme était P'eng Tō-hoai, le commandant en chef pour la tête de qui Nankin avait offert une récompense qui aurait suffi (si les chiffres de Lin P'o-tchou, le commissaire aux Finances, étaient corrects) à entretenir toute son armée pendant plus d'un mois ?

(à suivre)

(1) Général qui commanda en chef les troupes américaines en Chine pendant la guerre contre le Japon.

(2) «Interrogé sur l'origine des munitions des Rouges, le généralissime Tsiang a reconnu qu'elles avaient été pour la plupart prises aux troupes vaincues du gouvernement.» Interview publiée par le North China Daily News (9 octobre 1934).

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

SAMIH ACHOUR

**responsable de l'information
centrale du F.D.L.P.**

Interview réalisée par Yomna EIKHALIL

Le Liban

Sur la situation au Liban. Quelle a été votre participation durant les événements ? La ville de Damour, habitée par les chrétiens, a été en grande partie détruite. Comment appréciez-vous cette affaire, et la déclaration du leader de la gauche libanaise Kamal Jumblatt en attribuant la responsabilité à la Résistance ? Quels sont les résultats, au Liban, après les 10 mois de lutte ?

Le FDLP a participé aux événements. Dès le début, il a soutenu les forces patriotiques et progressistes, surtout de la gauche, car elles étaient visées par les forces de droite, isolationnistes et fascistes. Ces forces visaient aussi à l'affaiblissement de la Résistance et de la présence palestinienne au Liban. Le FDLP a, dès le début, appelé à adopter une tactique offensive et à ne pas se contenter de «renvoyer les balles», ce qui satisfaisait les forces isolationnistes. La «guerre de position» était voulue par ces forces qui l'ont imposée longtemps aux forces patriotiques et à la Résistance. Certaines parties de la Résistance l'ont accepté assez longtemps, ce qui a amené à toute cette destruction. Il était possible de limiter cette guerre à un mois ou deux si une autre tactique avait été adoptée.

La bataille de Damour est intervenue après l'occupation de Dbayeh, après la destruction de la Quarantaine : il était nécessaire de montrer aux forces isolationnistes que le mouvement patriotique et la Résistance ont une force militaire suffisante pour les frapper. Damour était un centre décisif des forces isolationnistes, alors que la Quarantaine et Dbayeh n'étaient pas des centres décisifs pour notre côté. De là, vient l'importance de la bataille de Damour : mise à part l'importance militaire de l'ouverture des liaisons entre Beyrouth et le Liban-sud, la bataille de Damour avait un sens politique : elle a montré que les forces isolationnistes étaient dans une impasse.

Il était prévisible que les crimes commis par les forces

fascistes, confessionnalistes libanaises fassent apparaître les instincts confessionnalistes de l'autre côté, surtout parmi les groupes sans conscience politique et, sans degré d'organisation avancé. Le FDLP a essayé, à Damour et à d'autres endroits, avec la participation des forces libanaises progressistes, d'arrêter ces ripostes confessionnalistes instinctives : il y a opposé la riposte militaire organisée avec des buts politiques clairs. Après la prise de Damour, plusieurs groupes sont intervenus. Ils ont commis ces actes que le FDLP et les partis et mouvements progressistes libanais ont condamnés. La déclaration de Jumblatt vise ces groupes et d'autres éléments dont le FDLP a essayé de contenir l'action. Le FDLP a une position claire : contre toutes les actions confessionnalistes d'où qu'elles viennent.

Le projet d'arabisation du conflit voulu par les forces isolationnistes a échoué surtout après l'occupation de Dbayeh, et le blocus de Tell el-zaatar, à cause de la réaction de plusieurs pays arabes. Cette réaction a oblige certains régimes arabes favorables aux forces de droite à changer de position. Le projet d'internationalisation a échoué aussi, pour plusieurs raisons. L'une, c'est que l'impérialisme américain a compris que la poursuite des combats armés au Liban fait obstacle à sa politique dans la région en permettant une intervention israélienne, qui aurait suscité une riposte arabe. Ce qui risquait de remettre en cause l'accord du Sinaï, et tous les gains américains dans la région, qui ont été importants ces dernières années.

La Syrie

Le rôle de la Syrie s'affirme dans la région. Que pensez-vous de ce rôle ? Peut-on parler d'une tentative d'englobement de la Résistance par la Syrie ?

Ce n'est pas de l'intérêt de la Syrie qu'une guerre civile continue au Liban, ce qui lui crée des problèmes politiques et militaires. La Syrie a offert dès le début, sa médiation pour régler le conflit au Liban, à cause du rôle historique et actuel de ses relations avec ce pays.

Mais l'intervention Syrienne n'a réussi à établir un cessez le feu que lorsque le mouvement patriotique et la Résistance ont riposté militairement, ce qui a convaincu les forces de droite isolationnistes de la nécessité de trouver une solution politique pour cette période critique, et

d'accepter la médiation syrienne. En ce qui concerne l'englobement, ce n'est pas vrai. La Résistance Palestinienne représente un mouvement de libération indépendant qui n'a besoin d'aucune tutelle de n'importe quel pays et personne ne pourra lui imposer sa tutelle car les différents courants nationaux sont représentés dans la Résistance, et sont d'accord sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, au retour et à l'indépendance totale. Le mouvement de la Résistance représente les intérêts du peuple palestinien, partout où il se trouve.

La Jordanie

Pensez-vous que les démarches jordaniennes, de convoquer et de dissoudre le parlement ont une relation avec le projet du «Royaume-Uni» c'est à dire d'annexion de la Cisjordanie, en cas de retrait d'Israël ? Que pensez-vous du rapprochement syro-jordanien ?

Après les décisions du sommet de Rabat, qui ont oblige le régime jordanien à reconnaître au moins formellement l'OLP comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien, ce régime a tenté de remettre en cause ces décisions de diverses manières. La dernière tentative, c'est son initiative de convoquer le parlement jordanien qui a été dissous après les décisions de Rabat. Ce Parlement est constitué de députés de la Cisjordanie et de la Jordanie. Le but est de réactiver le projet du Royaume Arabe Uni, en accord avec les souhaits de l'impérialisme ; d'ouvrir une possibilité de négociation sur le

front jordanien-israélien sur la base de la remise en cause du sommet de Rabat. De plus, la position israélienne traditionnelle insiste sur un règlement global de la question palestinienne avec le régime jordanien. Après le règlement sur le front israélo-égyptien, et sur le front israélo-syrien, ce qui présentera probablement, c'est l'évacuation partielle de la Cisjordanie par Israël, pour réactiver le rôle de la Jordanie et le combat entre le régime jordanien et l'OLP, comme avant le Sommet de Rabat. Sur le rapprochement syro-jordanien : cela provient de considérations politiques propres à la Syrie et à la Jordanie.

Le canal de Suez : maintenant, il est rouvert au prix de la rupture du front de lutte arabe.



L'Égypte et les pays arabes

Le président Sadate a pris une position contre ces dernières démarches jordaniennes. Est-ce une position véritable du régime égyptien ? Comment peuvent être, dans ces conditions, les relations de l'OLP avec les pays arabes ?

Nous ne sommes pas contre le rapprochement entre les régimes arabes, quand ce rapprochement est dirigé contre l'ennemi sioniste, et quand il n'entre pas en opposition avec la légitimité et la représentativité exclusive par l'OLP du peuple palestinien, partout où il se trouve.

La position de Sadate n'est pas une position de principe, sérieusement en faveur des droits du peuple palestinien et de l'OLP. Mais elle est due à ses conflits avec la Syrie. C'est le régime de Sadate qui a exclu l'Égypte de la lutte anti-sioniste qui a signé un accord capitulationniste avec l'ennemi qui a causé du tort à la cause palestinienne et lié l'Égypte aux intérêts impérialistes. La position de

l'Égypte actuellement est opportuniste : elle cherche à se rapprocher de l'OLP pour la neutraliser surtout après la condamnation de l'accord du Sinaï, par les masses palestiniennes et arabes.

Le FDLP appelle à la création d'une alliance arabe large contre les solutions arabes capitulationnistes réactionnaires. Cette alliance groupera tous les partis progressistes révolutionnaires arabes, tous les régimes progressistes, contre l'impérialisme, la réaction arabe et Israël. C'est la réponse active à l'accord du Sinaï et à l'intervention américaine dans la région. Dans ces conditions, l'OLP peut jouer le rôle du pôle principal dans la création de ce large front arabe.

L'Union Soviétique

Durant la dernière période, les tentatives de règlement sont venues des Etats Unis. Mais l'Union Soviétique a sa propre vision. Est-ce qu'elle correspond à la stratégie que s'est fixée la Révolution Palestinienne ? Dans quelles mesures peut-il y avoir un accord avec l'Union Soviétique ?

Il y a une contradiction entre la stratégie des Etats-Unis et celle de l'Union Soviétique par rapport à la question palestinienne. Les deux positions apparaissent clairement à travers les relations avec Israël. Les Etats-Unis lui apportent tous leur soutien financier, militaire, politique et diplomatique. Leur dernier soutien, c'est le veto américain au Conseil de Sécurité. De son côté, l'Union Soviétique soutient la position nationale arabe et, par là, la Résistance Palestinienne. Elle soutient le programme politique provisoire de la Résistance qui demande l'installation d'un pouvoir national sur la terre qu'évacuera l'occupant sioniste, alors que la position américaine est contre les droits palestiniens,

en général.

Au niveau stratégique, la Résistance demande une solution radicale à la question palestinienne : création d'un Etat démocratique en Palestine. A ce niveau, on peut considérer qu'il y a une divergence de point de vue entre nous et l'Union Soviétique. Mais nous demandons l'établissement d'un pouvoir national sur les terres qu'évacuera l'occupant en ce moment critique, pour que se crée sur la terre palestinienne une base pour la poursuite de la lutte qui permettra de trouver une solution à l'ensemble de la question palestinienne. Nous ne demandons pas à reconnaître Israël, mais Israël doit reconnaître les droits de notre peuple.

L'Unité Nationale

Sur l'unité nationale. Quels sont les pas que vous avez faits dans le but de cette unité ?

Le FDLP, depuis plusieurs années, a pris l'initiative de demander la création d'une véritable unité nationale palestinienne, sur la base de l'accord complet avec le programme politique provisoire. Cette unité demande aussi que des changements démocratiques larges s'accomplissent dans l'OLP. Cette unité sera basée sur une armée unifiée, une milice unifiée et sur des organisations de masse démocratiques actives : elle mettra fin à l'ère du monopole actuel dans l'OLP.

Palestine occupée

Que pensez-vous de la lutte des masses palestiniennes en Palestine occupée ?

Après la guerre d'octobre, certains changements dans les rapports de force ont eu lieu. Les masses dans les régions occupées se sont emparées d'un programme politique à étapes qui indique les buts tactiques et stratégiques de la Révolution. La lutte palestinienne dans ces régions s'est développée, surtout après l'entrée de l'OLP aux Nations-Unies. L'OLP y a gagné sa reconnaissance au niveau arabe et international, comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Après le premier soulèvement en novembre 74, nous assistons en ce moment à un large soulèvement de masse, contre l'occupant. Le projet d'administration locale israélien vise à créer des dirigeants fantoches pour remplacer l'OLP. Des luttes

ont aussi eu lieu contre les tentatives du régime jordanien pour réaffirmer sa tutelle sur la Cisjordanie et sur Gaza. Le soulèvement et le développement de la lutte armée contre l'occupation montre l'importance de la prise en main par les masses d'un programme politique défini, qui montre la voie de la lutte et qui définit les buts de la lutte pour chaque étape. Cela montre aussi la justesse du programme politique avancé par le FDLP en 73, et que le Conseil National Palestinien a adopté en 74. Ces luttes dans les régions occupées ont été accompagnées d'un développement de la lutte armée, des victoires politiques et diplomatiques de la Révolution Palestinienne, au niveau arabe et international.